

• revue bimestrielle  
d'information  
et d'analyse

# politikā

juin  
juillet  
2021

#23



Politikā 5 ans  
Les contenus à la loupe



DROIT DE

## REGARD SUR LA PRESSE

- Situation de la presse à Madagascar : enjeux et défis
- Le journalisme, son avenir et son devenir
- Les écoles de journalisme face au changement du métier
- Portraits

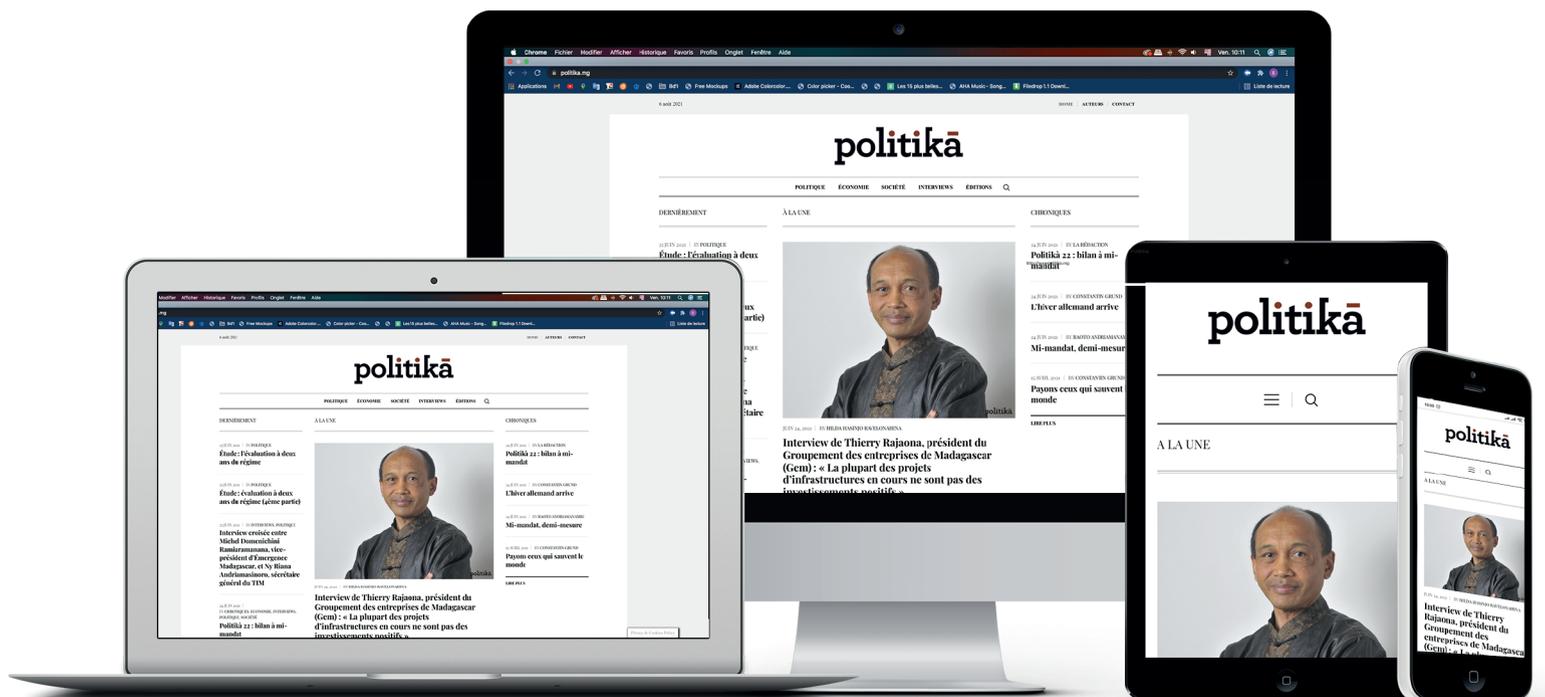


Le nouveau bureau  
de la Fondation Friedrich Ebert à Madagascar  
se trouve au cœur du quartier d'Ankadifotsy,  
dans la villa centenaire Martrat.

Friedrich-Ebert-Stiftung, Villa Martrat, Ankadifotsy  
Antananarivo 101, Madagascar  
Tel : +261 20 22 344 24  
Site web : [www.fes.mg](http://www.fes.mg)

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**

# la politique, à portée de clic.



retrouvez la version 100% numérique de **politikā**,  
où vous voulez, quand vous voulez,  
sur [www.politika.mg](http://www.politika.mg)

suivez politikā sur



[redaction@politika.mg](mailto:redaction@politika.mg)

**politikā**  
vivons la politique. différemment.

# Sommaire

## PRÉLUDE

5 - Des hauts et débats

## POLIS

6 - Journalisme, la faim des médias

9 - Le grand débat

## PORTRAITS (14 - 27)

Domoina Rasamoelson - « Tous les chemins mènent au journalisme »

Tsiky Rahagalala - « La relève du journalisme d'investigation »

Gaëlle Borgia - « Le journalisme utile »

Zo Rakotoseheno - « Le grand homme des médias »

Sammy Rabenirainy - « La voix de la radio »

Lova Rabary Rakotondravony - « Le journalisme chevillé au corps »

Mamy Nohatrarivo - « Le dernier des aristocrates »

Haja Ratsimbazafy - « L'art et la manière du direct »

Annick Raherimanana - « La voix des événements »

Dany Be - « Un instantané du photojournalisme »



## FOCUS

### GRAND DOSSIER

29 - Un paysage médiatique concentré et déséquilibré - « Étude sur le monde des médias à Madagascar »

32 - Gérard Rakotonirina - « Les deux régimes qui se sont succédé ont été déterminés à "museler" la presse »

36 - Mialisoa Randriamampianina - « Le journalisme d'investigation est généralement perçu comme une démarche négative »

38 - Étude du contenu de Politika : 5<sup>e</sup> anniversaire

44 - Katia Rahajason - « On assassine indirectement notre père! »



Politika est une publication de



La reproduction, même partielle, des articles et illustrations parus dans Politika est interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.  
Politika décline toute responsabilité pour les documents remis.

Les opinions exprimées dans la revue sont individuelles et n'engagent que leur auteur.

# politikā

**FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG**  
DIRECTEUR DE PUBLICATION  
Constantin GRUND

DIRECTEUR DE PUBLICATION  
ADJOINT  
John MIANDRARIVO

COMITÉ DE LECTURE  
Dominique RAKOTOMALALA  
Hanta ANDRIANASY  
Jean Aimé RAVELOSON  
John MIANDRARIVO  
Constantin GRUND

ASSISTANTE DE RÉDACTION  
Sandy RAZAFINDRABE

ASSISTANTES DE PROJET  
Dominique  
RAMANDIMBILAHATRA  
Onja Fanoitra  
RAKOTOMALALA

**BECOM EDITIONS ET  
COMMUNICATION**  
DIRECTEUR GÉNÉRAL  
FONDATEUR  
Tanteliarimiza  
RAKOTOMALALA

DIRECTEUR DE CRÉATION  
Toky RAJAONA

RÉDACTEUR EN CHEF  
Andriamanambe RAOTO

MISE EN PAGE ET INFOGRAPHIE  
DINARIMALALA

ÉQUIPE PERMANENTE  
Hilda HASINJO  
Karina ZARAZAFY  
Van-Lee BEHAJA

COLLABORATEURS  
Maholy ANDRIANAIVO  
ONG CID  
Randy Donny  
Solofo RANAIVO  
Yanne LOMELLE

PHOTOS/ILLUSTRATIONS  
Ihandry RANDRIAMARO

redaction@politikā.mg  
Site web : www.politika.mg  
Friedrich-Ebert-Stiftung,  
Villa Martrat, Ankadifotsy,  
Antananarivo 101, Madagascar  
Tel : 020 22 344 24  
Site web : www.fes.mg



**DROIT DE  
REGARD SUR  
LA PRESSE**

## Prélude

**P**olitikà aura traversé deux mandats, en principe. Votre revue ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Les anniversaires sont une occasion de faire le bilan, de se remettre en question ou de se fixer un nouveau cap. En regardant dans le rétroviseur, on ne peut que regretter la situation de la presse à Madagascar, bien que la Grande île ne soit pas une exception. Ce que les administrations ignorent, ou nient sciemment, est que la liberté de la presse est la pierre angulaire de toute démocratie. Bien entendu, cette liberté requiert un important investissement moral, éthique et professionnel de la part des journalistes. Ces derniers sont souvent attaqués, à juste raison, sur ce point. Cependant, la presse est un élément central de la vie démocratique. Et les journalistes en constituent un rouage essentiel, qu'on le veuille ou non. Certains souhaiteraient que les journalistes ne relaient que des informations positives, ne fassent que glorifier l'administration, ne mettent en avant que les *zava-bità*... Revenons sur Terre. Les réalités, même si elles font mal, ne peuvent et ne doivent être occultées. Toutefois, il n'est pas obligatoire de tomber systématiquement dans le fatalisme. Tous les jours, les journalistes doivent jouer à ce jeu d'équilibriste précaire.

Pour *Politikà*, ces cinq ans ont été loin d'être un long fleuve tranquille. Comment pourrions-nous être tranquilles en observant que la liberté de la presse s'érode, que la pauvreté et la paupérisation sont de plus en plus préoccupantes, sans oublier les séquelles durables laissées par la Covid-19. Les ministres et les hauts fonctionnaires se sont succédé, mais la situation de la Grande île n'a guère évolué, certains maux demeurent, persistent. Nous réfutons la critique formulée à l'endroit de *Politikà*, de la presse ou de la société civile en général

selon laquelle les débats d'idées seraient stériles. Les agendas politiques et les changements doivent s'y nourrir. C'est un terrain fertile sur lequel peuvent germer les idées et les programmes efficaces. Comme tous les titres et tous les organes de presse, nous avons connu des hauts et...débats. Nous avons traversé les périodes fastes et les polémiques, sans dévier de notre trajectoire.

Pour ce numéro anniversaire, votre revue fera son autocritique, sur de multiples questions qu'elle a abordées depuis sa naissance: équilibre, équité, genre... l'exercice est nécessaire pour pouvoir se projeter sur les prochaines années et rectifier le tir. Nous portons aussi un regard critique, fondé une fois de plus sur des données factuelles, sur le monde des médias. Peut-être l'avez-vous remarqué, depuis quelques numéros, nous essayons de mettre en relief des études, avec une approche scientifique sur des sujets de société. Cela constitue une nouvelle démarche, loin des sentiers battus, qui fera en sorte que votre revue soit à la fois généraliste et scientifique; et surtout, qu'elle soit utile.

Le journalisme a besoin d'autocritique, surtout face à l'émergence de nouveaux médias et face aux mutations extrêmement rapides de la société. La presse est otage de multiples intérêts, nous ne nous positionnons pas comme donneur de leçon, mais avec des chiffres et des faits, les maux de notre chère presse (c'est peu de le dire) nous paraissent symptomatiques de ceux du pays. Les médias alternatifs ne cessent de croître et de se renouveler, notamment avec le développement rapide du digital. Cependant, les luttes sociales et leurs enjeux sont restés largement les mêmes au fil du temps. Il est donc nécessaire d'avoir des échanges réguliers et de développer des alliances stratégiques.

La presse est un véhicule de lutte, à travers les histoires et les prises de position qu'elle véhicule. Il s'agit autant de lutter pour qu'untel ou untel prenne le pouvoir, que pour que des problématiques sociétales soient résolues, pour que la fracture sociétale soit moins béante, pour que les deniers publics soient davantage mieux gérés, pour que les femmes puissent être mieux considérées dans les cercles décisionnels...

L'impéritie des gouvernants successifs face à ces questions n'a pas seulement contribué à élargir le fossé entre la bureaucratie, d'un côté, et la population, de l'autre, elle a ouvert la voie à la remise en question de la démocratie. *Politikà* luttera jusqu'au bout pour ces valeurs démocratiques et ces avancées sociales, afin que « nous puissions vivre la politique différemment ». **P**



Des hauts  
et débats



**Andriamanambe RATO**

# FOCUS

6 - Journalisme, la faim des médias... 9 - Le grand débat : interviews de directeurs d'écoles de journalisme



DROIT DE

REGARD SUR

LA PRESSE

# Journalisme

## La faim des médias

L'avenir de la presse est en ligne, mais le journalisme traditionnel a encore de beaux jours devant lui. Ces 20 dernières années, la presse malgache a beaucoup gagné en quantité, mais elle a perdu en qualité. Ce paradoxe s'explique par plusieurs raisons. Qui peut la tirer vers le haut ? La presse en ligne est à l'affût. Mais la pêche n'est pas souvent bonne. Panorama.



Randy Donny

**A**ttablés dans un *food court*, quelque part sur la route Digue, Ranja et Sarah, tous deux de la «génération Y», piaffent d'impatience en attendant leurs commandes. Les parents demeurent stoïques, faisant semblant d'être de marbre face aux bonnes odeurs qui émanent des cuisines. Tout à coup, Rija, un quadragénaire, lève la main et appelle un serveur. Il a déjà passé commande, il veut juste le code wifi de l'endroit. Tout le monde s'affole : l'affiche indiquant le précieux sésame a disparu. Après quelques minutes de recherche, une serveuse vient à la rescousse et donne verbalement la suite de chiffres et de lettres. Tout le monde est tout ouïé. Très vite, on se passe la clé de chiffrement. Les smartphones s'allument comme par magie. Chacun reprend sa place, la tête baissée, les mains immobilisant leur prolongement technologique et les yeux rivés sur l'écran. Les commandes peuvent tarder. Personne ne s'en soucie maintenant. Les parents peuvent discuter, les enfants sont déjà ailleurs. Ils sont en communion avec les 9,6 millions d'utilisateurs de connexion mobile à Madagascar, soit 34,2% d'une population de 28,6 millions<sup>1</sup>.

### ACTUALITÉS DU MONDE RÉEL

Si on se permet de regarder ce qui les intéresse, on constate qu'ils sont surtout sur Facebook. Dans la jungle des réseaux sociaux, ce trombinoscope créé par l'américain Mark Zuckerberg se taille la part du lion avec 2,4 millions d'utilisateurs malgaches en 2019<sup>2</sup>. Après avoir parcouru silencieusement les publications, les accros aux réseaux sociaux finissent par émerger du monde virtuel et commencent à commenter les actualités du monde réel avec la tablée. *Eurêka!* Le peuple des mobiles ne s'intéresse pas qu'aux *likes* et autres photos retouchées. Il est aussi à la recherche d'informations. Autre-

ment dit, la presse écrite a encore de l'avenir devant elle. Sauf que les gens ne lisent plus les papiers. Ils préfèrent plutôt lire la presse écrite... sur écran. C'est valable un peu partout dans le monde avec l'explosion des nouvelles technologies, notamment les smartphones qui réduisent tant soit peu la fracture numérique.

La population a plus que jamais besoin d'être informée, surtout en cette période de pandémie. C'est, en tout cas, une réalité en Europe, où on remarque une explosion de l'audience des médias d'actualités en ligne entre janvier et mars 2020 : +142% en Italie, un des pays les plus touchés par l'épidémie, +74% en Espagne, +50% en France, 44% au Royaume-Uni et 29% en Allemagne<sup>3</sup>.

### USAGE

À Madagascar, faute de statistiques sur le sujet, on ne peut que se rabattre sur les derniers chiffres sur les usages d'internet, des réseaux sociaux et des téléphones mobiles<sup>4</sup>. Certainement en raison de la pandémie, qui a entraîné des mesures de confinement, le nombre d'internautes a explosé de +42% en janvier 2021, soit 4,54 millions dont 1,6 million de nouveaux usagers (19,4% d'une population de 28,6 millions). Ceci doit profiter aux médias en ligne. D'autant plus que pratiquement tous les titres en papier ont des sites web. Même les stations de radio et les chaînes de télévision s'y sont mises. C'est ainsi que des médias en ligne sont de plus en plus prisés grâce à leurs fils d'actualités, à l'instar d'*Orange actu* qui s'est attaché le service de journalistes professionnels. Signe que la presse en ligne commence à bien s'ancrer dans le paysage médiatique malgache, il est déjà atteint par un des tares de la presse traditionnelle : le phagocytage par les politiques. C'est ainsi que *sobika.com*, créé en 2008 par le regretté Niry Jules, a été racheté en 2011 par un businessman, accessoirement éminence grise

du président de la République. Rebaptisé *sobikamada.com*, l'ancien numéro un des fils d'actualités n'est plus actuellement que l'ombre de lui-même sous le nom de *gaspatriote*, géré par un ancien candidat à l'élection présidentielle. Les politiciens jouent aux journalistes, comme on jouait à « policiers et voleurs » quand on était enfant.

### MODÈLE ÉCONOMIQUE

Ceci dit, avec seulement 7,1 % des ménages disposant d'un ordinateur<sup>5</sup>, les usagers surfent surtout sur internet par le biais de téléphones mobiles, dont les possesseurs ne cessent d'augmenter. Ceci limite les consultations des pages web, laissant le champ libre aux réseaux sociaux gratuits. On a beaucoup parlé, certains s'en sont même gaussés, de « la communauté des 6% », ces accros aux réseaux sociaux qui influenceraient la marche de la Nation en mettant le pouce en l'air en signe d'approbation ou en la mettant en bas en cas de refus, à la manière d'un César condamnant quelqu'un à la mort dans l'arène aux gladiateurs. Ajoutez-y les commentaires et le coup peut effectivement être fatal pour ceux qui sont visés. Eh bien, sachez que les amateurs malgaches d'*emojis*, ces pictogrammes utilisés dans les messages électroniques, ont augmenté de 30% en 2021, passant de 2,3 millions de personnes en janvier 2020 à 3 millions d'utilisateurs réguliers, soit 10,7% de la population !<sup>6</sup>

Alors, l'avenir de la presse est-il donc en ligne ? Oui, car les Malgaches ne lisent pratiquement plus sur support papier. Le naufrage de l'édition bibliographique n'est pas de bon augure quant au futur du journal papier. Seuls 8,7% de la population lisent des livres<sup>7</sup>. La raison est que les médias en ligne ont des difficultés à trouver le bon modèle économique. Ils doivent fonctionner grâce à la publicité, mais les annonceurs sont encore habitués à la version papier ou télévisuelle. Le marketing digital qui se traduit surtout par le nombre de

## Focus

clics de souris n'est pas encore une pratique courante. D'où la disparition de pratiquement 50% des médias en ligne depuis l'apparition de ce qui est vraisemblablement le premier journal malgache en ligne, *Madonline*, en 1988.

### DISPARITION PROGRAMMÉE

L'autre avantage des réseaux sociaux est que l'on peut relayer les informations en malgache. Ce qui est pratique dans un pays où seulement 0,57% de la population parle uniquement le français et 15,87% le pratiquent occasionnellement<sup>8</sup>. Les *posts* (« articles » pour parler comme un bon journaliste) y sont courts, juste ce qu'il faut pour des consommateurs de *fast-foods* ayant adapté leur comportement aux médias également (les *scroller* font défiler des pages, surtout celles des réseaux sociaux, en lisant rapidement et diagonalement le contenu). De plus, on peut y entendre des sons, comme à la radio, ou voir des vidéos, comme à la télé. Mais alors, assiste-t-on à la disparition programmée des médias classiques ? Non, car il ne faut pas conclure trop vite non plus, comme lorsqu'on a annoncé la disparition de la radio à la naissance de la télévision. Cela rappelle une question assénée à l'auteur de ces lignes par une étudiante de ces écoles de journalisme qui fleurissent ces derniers temps : « Facebook va-t-il sonner le glas des médias traditionnels, car on dirait que les journalistes puisent sans vergogne dans les infos publiées par des particuliers sur les réseaux sociaux ? »

C'est vrai et faux à la fois. Ce sera vrai si les journalistes, tant papier qu'audiovisuel, ne font effectivement que « pomper », pour dire les faits prosaïquement, les informations que l'on sème sur les réseaux sociaux. Mais ce sera faux s'ils font des recoupements et s'ils partent à la recherche de surplus d'informations afin d'inclure une valeur ajoutée à des informations brutes de décoffrage dont la fiabilité, ainsi que l'intérêt général et les droits fondamentaux du public sont les derniers des soucis des auteurs. Ceci répond à l'énigme posée en introduction. L'augmentation en quantité des médias doit s'accompagner d'une hausse de la qualité. Les médias en ligne ont de l'avenir, mais la presse classique peut survivre si tous les professionnels du métier voulaient se donner la main pour observer les fondamentaux du journalisme et ne pas tomber dans la facilité. Et surtout, ne pas se contenter de se partager les infos entre *desks* au point d'oublier que le *scoop* est au journalisme ce que le sel est au bon cuisinier, comme dirait un proverbe malgache.

### EXIGENCE DE LA VÉRITÉ

Selon la Déclaration internationale sur l'information et la démocratie<sup>9</sup>, publiée le 5 novembre 2018 : les journalistes « ne doivent

pas considérer l'information comme un produit commercial. Animés par l'exigence de vérité, ils doivent présenter les faits de façon impartiale, en faisant autant que possible abstraction de leurs propres intérêts et préjugés et en rejetant toute forme de connivence ou de conflit d'intérêts ». Biberonné aux « frais de déplacements » et autres avantages en nature ou en espèces sonnantes et trébuchantes, globalement résumés par *felaka*, le journalisme malgache a faim d'éthique et de déontologie. C'est un texte assez peu connu, mais 70 ans après la Déclaration universelle des droits de l'Homme, la Déclaration internationale sur l'information et la démocratie, rédigée par une commission de 25 personnalités issues de 18 nationalités, pose des principes fondamentaux que chaque journaliste devrait connaître. Présidée par le Secrétaire général de Reporters sans frontières, Christophe Deloire, et le lauréat du prix Nobel de la Paix, Shirin Ebadi, la commission inclut d'autres lauréats du Nobel, comme Joseph Stiglitz, mais également Abdou Diouf et Francis Fukuyama. Selon la

## L'augmentation en quantité des médias doit s'accompagner d'une hausse de la qualité

Déclaration internationale sur l'information et la démocratie, « les journalistes agissent en complète indépendance à l'égard de tous les pouvoirs comme de toute influence abusive, politique, économique, religieuse ou autre. Toute atteinte aux principes d'indépendance, de pluralisme et d'honnêteté de l'information, de la part d'autorités publiques, de propriétaires ou d'actionnaires, d'annonceurs ou de partenaires commerciaux de médias, est une atteinte à la liberté de l'information (...). Le contrôle politique sur les médias, l'assujettissement de l'information à des intérêts particuliers, l'influence croissante d'acteurs privés qui échappent au contrôle démocratique, la désinformation massive en ligne, la violence contre les reporters et l'affaiblissement du journalisme de qualité menacent l'exercice du droit à la connaissance. Toute tentative de limiter abusivement cet exercice, par la force, la technologie ou le droit, est une violation du droit à la liberté d'opinion ».

### LA PRIÈRE DU MATIN DE L'HOMME MODERNE

Simple envolée lyrique ? C'est à chacun de voir. La « clause de conscience » n'est pas pour la faune enragée qu'on lâche à chaque manifestation politique, masquée du sceau de la démocratie. Même si la Déclaration

internationale sur l'information et la démocratie donne « une base de légitimité à l'instauration de garanties démocratiques » en reconnaissant pour la première fois que « l'espace global de la communication et de l'information est un bien commun de l'humanité ». Ce qui « prolonge une évolution historique du droit ». Le journaliste a une fonction sociale, celle de « tierce confiance » des sociétés et des individus. Le pire malheur qui puisse arriver à un journaliste est de n'être plus cru. Il n'aura alors qu'à changer de métier. Devenir politicien, par exemple... Sinon, il y aura toujours des amateurs de papiers froissés pour qui, au petit-déjeuner, au bureau ou dans les transports en commun, la lecture du journal demeure « la prière du matin de l'homme moderne », comme disait Hegel. Il y aura toujours des passionnés de longues histoires (reportages se disent *story* chez les anglophones) qui emmènent les lecteurs là où les reporters sont allés en mobilisant tous leurs sens. Même sans caméra, un bon journaliste peut faire voir aux lecteurs ce qu'il a vu, leur faire ressentir ce qu'il a touché, leur faire respirer les odeurs qu'il a senties et leur faire apprécier ce qu'il a mangé. Oui, même sans le son, il peut leur faire entendre ce qu'il a entendu durant son périple.

Au *food court* situé sur la route digue, le *fast-food* est consommé goulûment. Mais pas autant que les infos flash des réseaux sociaux que les consommateurs de connexions mobiles continuent d'ingurgiter. Après le wifi, tout le monde passe aux crédits téléphoniques. Un être humain aura toujours besoin de connaissances et d'informations pour développer ses capacités biologiques, psychologiques, sociales, politiques et économiques. Ensemble, les médias – en ligne ou traditionnels – doivent y contribuer. P

### RÉFÉRENCES

<sup>1</sup> <https://www.journaldeconomie.com/2021/02/madagascar-545-millions-dinternautes-3.html>

<sup>2</sup> *We Are Social*, janvier 2019.

<sup>3</sup> <https://www.comscore.com/Insights/Blog/Coronavirus-pandemic-and-online-behavioural-shifts>

<sup>4</sup> <https://www.journaldeconomie.com/2021/02/madagascar-545-millions-dinternautes-3.html>

<sup>5</sup> *ICT Indicators (WCTI)*, database June 2018 edition.

<sup>6</sup> <https://www.journaldeconomie.com/2021/02/madagascar-545-millions-dinternautes-3.html>

<sup>7</sup> <https://www.news.mada.com/2017/01/20/promotion-de-la-lecture-la-politique-nationale-du-livre-une-priorite/>

<sup>8</sup> <https://information.tv5monde.com/info/langue-francaise-madagascar-133105#:~:text=Selon%20les%20statistiques%20de%20l,ne%20savent%20que%20le%20malgache.>

<sup>9</sup> <https://rsf.org/fr/lespace-global-de-linformation-et-de-la-communication-un-bien-commun-de-lhumanite>



# LE GRAND DÉBAT

**1** PÈRE JACQUES RANDRIANARY S.J.  
Directeur du Sekoly ambony momba ny ita sy ny serasera (Samis), Saint-Michel Amparibe

« La liberté d'expression s'est heurtée à cette notion d'ordre public »

**2** DR TANTELY HARINJAKA RAVELONJATOVO  
Responsable de la mention Communication, médiation, médias et organisation (Commo), Université d'Antananarivo

« Le monde du journalisme appartient plutôt aux patrons de presse »

**3** ROJO RAZAFIMBELO  
Responsable de la mention Communication et journalisme à l'École supérieure spécialisée du Vakinankaratra (Essva)

« Il n'appartient à aucun pouvoir économique ou politique d'exercer une censure préalable »

Le métier de journaliste suscite de plus en plus de vocations. Les écoles de journalisme sont en plein essor. Quel est donc leur point de vue par rapport à la mutation du journalisme et au développement des nouveaux médias ? Nous avons lancé le débat avec des directeurs d'écoles.



Propos du RP Jacques Randriary S.J. recueillis par Van-Lee Behaja et Raoto Andriamanambe  
 Propos du Dr Tantely Harinjaka Ravelonjatovo recueillis par Karina Zarazafy  
 Propos de Rojo Razafimbelo recueillis par Hilda Hasinjo



## La liberté ne doit pas être entravée dans le domaine de la communication

Père Jacques Randriary S.J.

**Quel est votre point de vue sur le monde actuel du journalisme et de la liberté d'expression ?**

**Père Jacques Randriary S.J. (J.R.) :** Le journalisme est un indicateur de prospérité sociale et de civilisation. Se trouvant dans un monde en évolution, le journalisme ne peut se séparer de l'information qui se transmet à la société et c'est le travail d'un journaliste de le faire. Le journalisme est donc un moyen de communication de la société. Dans la situation actuelle, nous parlons de liberté d'expression dans le monde du journalisme. Cependant, dans l'exposé des motifs du Code de la communication de 2016, il a été clairement spécifié que : *"la liberté fondamentale est un principe acquis depuis de longues dates à Madagascar. Cependant, la liberté d'expression s'est toujours heurtée à la notion d'ordre public"*. Le journaliste est responsable des informations qu'il diffuse. Pourtant, la liberté d'expression n'exclut pas ses responsabilités par rapport aux informations qu'il transmet, qui doivent être véridiques et de source fiable. Il doit le transmettre librement et sans contrainte. Nous avons constaté qu'au cours de la période de Transition, Madagascar a été classé 100<sup>e</sup> en termes de liberté d'expression. Aujourd'hui, il y a eu une certaine amélioration et nous étions au 87<sup>e</sup> rang en 2020. Je réitère, *"la liberté d'expression est au cœur de l'individualité humaine et constitue l'un des fondamentaux essentiels*

*d'une société sûre et prospère"*. De ce fait, la liberté ne doit pas être entravée dans le domaine de la communication.

**Dr Tantely Harinjaka Ravelonjatovo (Dr T.H.R.):** Le monde du journalisme appartient plutôt aux patrons de presse qu'aux écoles de journalisme. Ces dernières forment les journalistes sur les techniques, mais le contenu appartient toujours aux premiers. Les contenus sont concernés par les principes de liberté d'expression. Il appartient à l'État malgache de fixer les règles de liberté. Des droits fondamentaux ont été ratifiés, mais on doit toujours concevoir des règles propres à un pays selon la culture et les autres contextes. Actuellement, les nouveaux médias sont de plus en plus utilisés par les journalistes classiques et les journalistes citoyens. On y trouve des violations des principes, par ignorance. Il faut également adapter les textes et tenir compte de la culture et des contextes locaux. D'autant plus que chez nous, il y a des proverbes qui disent : *"izay mangina volamena", "ny marina mitavozavoza tsy maharesy ny lainga tsara lahatra"*... Il faut donc gérer, sans oublier le fait que notre culture politique évolue également.

**Rojo Razafimbelo (R.Z):** Dans le cadre de l'exercice de leur métier, plusieurs facteurs influent sur l'activité professionnelle des journalistes : les patrons de presse, les contraintes socioéconomiques ou

politiques et même leur motivation professionnelle. Les informations produites sont ainsi formatées en fonction de ces diverses contraintes. Aussi, la lutte pour la liberté d'expression et la liberté de presse ne devrait pas être considérée comme une bataille achevée, mais un défi constant et continu, en tenant bien compte de ces divers aspects qui peuvent influencer le journaliste dans son activité.

**Il appartient à l'État de fixer les règles de liberté. Cela ne constituerait-il pas en lui-même une entrave aux principes même de la liberté ? Ne serait-ce pas un risque de dérive de la part du pouvoir étatique ?**

**J.R. :** Liberté ne signifie pas que tout est permis. Et je ne cesserai de souligner l'importance de la véracité de l'information. Il faut dire la vérité même si cela a des impacts sur une telle ou telle personnalité, selon notre déontologie. C'est le travail du journaliste. L'objectif est de susciter un changement de comportement au niveau de la personne à qui nous transmettons l'information. Mais il est dommage que, lorsque cela concerne l'État, le concept d'ordre public est évoqué. La liberté est quand les journalistes sont conscients qu'ils sont responsables de leurs propos. Le journaliste doit tout de même vérifier l'information qu'il transmet. Ainsi, la liberté ne peut être séparée de la responsabilité et de la véracité de l'information. J'ai précédemment parlé des exposés des motifs



## Les citoyens acquièrent des connaissances à travers les publications journalistiques

Rojo Razafimbelo

du Code de la communication, l'État les a précisés à l'avance. Selon moi, ils servent de balises. Cependant, la liberté d'expression s'est toujours heurtée à cette notion d'ordre public. Nous rencontrons cette réalité à Madagascar. L'État abuse de cette notion d'ordre public quand elle sent que sa sûreté est menacée. Même si nous avons notre liberté, elle est toujours limitée. De ce fait, le travail de journaliste est complexe et délicat par rapport au concept de liberté d'expression.

**Dr T.H.R. :** On ne peut pas faire "n'importe quoi" dans un pays comme le nôtre. Il y a des lois, des institutions comme la Haute cour constitutionnelle. Notre liberté s'arrête là où commence celle des autres. Donc, c'est à l'État d'en définir les limites. La liberté est en fait une arme à double tranchant : on est libre, mais il y a des limites. Dans ce cas, il y a un grand risque de dérive du pouvoir étatique. Cependant, quand je dis l'État, je pense à un *consortium* qu'on construit pour fixer les règles avec le concours des agents de l'État, car ce sont eux qui peuvent mobiliser les forces en cas de dérive. Même en cas de dérive de l'État, le Conseil d'État peut intervenir. En cas de dérive des journalistes, les structures en place peuvent intervenir pour recadrer la situation. L'État ne se résume pas au ministre ou au gouvernement, c'est tout un ensemble d'institutions.

**R.Z :** On ne saurait prétendre que le droit d'informer est pleinement exercé si l'information est arbitrairement mutilée. Il n'appartient à aucun pouvoir économique ou politique d'exercer une censure préalable.

**Dans le système actuel, ce sont surtout les patrons de presse qui sont concernés par les questions de liberté d'expression dans le journalisme. Qu'en est-il donc de l'essence même de la liberté, ainsi que de l'éthique et de la déontologie journalistiques ?**

**J.R. :** Le journaliste jouit d'une liberté et doit respecter une certaine déontologie et éthique en termes de véracité de l'information. Les normes de la déontologie sont également à respecter à la collecte d'informations, et le journaliste doit obtenir l'accord de la personne avant leur diffusion. Le domaine est très délicat. Par ailleurs, la liberté du journaliste se heurte également aux conditions imposées par l'entreprise pour laquelle le journaliste travaille.

Cette dernière appartient parfois à un parti politique, de ce fait, il est toujours sous contrôle. Même s'il a une information à transmettre, sa liberté reste limitée. C'est l'une des raisons pour lesquelles un journaliste quitte un organe de presse, car s'il reste dans cette entreprise, il ne pourra jamais exprimer ce qu'il veut vraiment transmettre. Sa conscience ne peut

accepter cette situation qui ne correspond pas à l'éthique et la déontologie qu'il est voué à respecter. Le travail du journaliste est d'éduquer les clients des informations et la communication est très importante dans son travail.

**Dr T.H.R. :** Le Code de la communication dispose qu'en cas de problèmes ou de publication de fausses informations l'État peut attaquer en justice les rédacteurs en chef et les directeurs de publication, les administrateurs d'un titre ou d'un organe de presse. Ce code a vu le jour, car nous constatons que ces personnes ont des responsabilités. Pour nous qui formons, nous assurons qu'il y a la liberté d'expression et de parole. Mais la situation peut ne pas refléter cette réalité une fois dans le monde professionnel : c'est le patron qui décide, avec les rédacteurs en chef et les directeurs de publication, des informations qui peuvent sortir ou pas. Pourtant, les patrons de presse sont, la plupart du temps, des politiques ou des opérateurs économiques. Ils ont tendance à imposer des sujets aux journalistes, dans la mesure où cela sert leurs intérêts. C'est la raison pour laquelle j'ai dit qu'il faudrait adapter les textes en prenant en compte le contexte local. Il incombe aux journalistes de faire valoir leurs droits. Je vais vous citer un exemple : un journaliste a été contraint par ses patrons de divulguer ses sources, dans un certain contexte politique donné. Comme cela



## Les conditions de travail et la motivation professionnelle des journalistes dans les maisons de presse ont tendance à démotiver les jeunes

Dr Tantely Harinjaka Ravelonjatovo

allait à l'encontre des principes du métier, il a préféré démissionner. Ce genre de situation illustre combien la question de la liberté d'expression est difficile à cerner.

### En quoi une école de journalisme est-elle importante dans le paysage médiatique malgache ?

**J.R. :** Les journalistes sont tenus à des règles déontologiques, dont les bases sont la vérification, la traçabilité et la protection des sources. En France, par exemple, il y a la Charte des devoirs professionnels des journalistes français rédigée en juillet 1918, révisée en 1938 et en 2011, qui stipule : *“ un journaliste digne de ce nom s'interdit d'évoquer un titre ou une qualité imaginaire, d'user des moyens déloyaux pour obtenir une information et surprendre la bonne foi de quiconque ”*. C'est la fonction même de l'école : former et aider des stagiaires à mieux jouer leur rôle. Mais il s'agit surtout de donner de nouvelles connaissances, des savoirs théoriques, des théories universelles du métier et de la filière. Et aussi développer des nouvelles compétences, savoir-faire et savoir-faire faire, tout en modelant de nouvelles attitudes : savoir être ou savoir-faire avec le savoir devenir.

Ici, au sein de l'école, en termes d'éducation, nous œuvrons à aider les étudiants en termes d'apprentissage avec les cours théoriques. Mais cela n'est pas suffisant pour développer les compétences. De ce fait, il y a également des cours pratiques. Nous avons un atelier de production de six semaines. C'est comme un stage interne

durant lequel les étudiants effectuent réellement le travail de journaliste. Il y a également les comportements que l'on inculque aux étudiants à l'école. Ainsi, l'école forme le savoir, la compétence, mais surtout l'attitude. L'ensemble constitue le domaine de formation de l'école dans le monde du journalisme. Les stages sont effectués par la suite pour orienter et déjà habituer les étudiants au monde professionnel en matière de journalisme.

**Dr T.H.R. :** Tout simplement parce que les journalistes travaillent dans le domaine de l'éducation au même titre que les enseignants (information, éducation et communication). Les citoyens acquièrent des connaissances à travers les publications journalistiques, et il n'est pas tolérable que ces dernières contiennent des erreurs liées au niveau intellectuel des journalistes, aussi bien du point de vue de la forme que du contenu.

**R.Z. :** Une école de journalisme joue un rôle essentiel dans le paysage médiatique à Madagascar, en ce sens où elle éveille des passions et des vocations, forme les jeunes aux b.a.-ba et aux subtilités des métiers de l'audiovisuel et du journalisme et les prépare à travailler avec rigueur et selon les exigences du métier.

### Êtes-vous satisfait du profil des journalistes que vous avez formés ?

**J.R. :** Rien n'est parfait, il faut toujours améliorer. Dans le monde du journalisme à Madagascar, plusieurs sortants de notre école sont devenus des hauts responsables.

L'offre de formation donnée par l'école est constituée par : la communication médiatique ou le domaine du journalisme, la communication organisationnelle, la communication événementielle et la communication sociale. Durant les quatre dernières années, nous avons constaté que les étudiants qui choisissent la communication médiatique commencent à diminuer en faveur de la communication organisationnelle ou événementielle. C'est là qu'on constate ce que veulent les jeunes en ce moment et que nous avons continuellement besoin d'amélioration et de réajustement. Bien que certains aient des ambitions et les compétences nécessaires, ce n'est qu'une fois dans leur milieu professionnel respectif qu'ils rencontrent les réelles contraintes du métier.

**Dr T.H.R. :** La mention Commo que je dirige ne forme pas des journalistes en soi. Elle forme des spécialistes en communication, y compris les journalistes. Ils ont des connaissances fondamentales, sur la communication médiatique par exemple en troisième année, et apprennent les techniques journalistiques avec des professionnels pendant le cursus ou durant le stage. Les principes acquis en milieu académique sont parfois oubliés par les étudiants quand ils sont sur terrain ou quand ils évoluent dans leur milieu professionnel. De plus, certains principes ne sont pas toujours acceptés par les patrons de presse. Nous ne sommes jamais satisfaits, mais nous essayons de faire avancer les choses.

**R.Z :** Notre institution forme les jeunes aux principes fondamentaux du métier de journaliste, en tenant compte et en encourageant le choix de carrière des étudiants. Aussi, à leur sortie de l'école, nos étudiants sont bien engagés dans leur orientation professionnelle, en l'occurrence des jeunes qui seront de futurs journalistes.

### Quels sont les défis et les obstacles dans la formation de journalistes ?

**J.R :** Notre premier défi est de former des journalistes bien compétents, capables de livrer des informations de qualité aux Malgaches. Les obstacles sont d'ordre interne et externe. Les obstacles intérieurs consistent en ce que, de nos jours, les jeunes veulent tout avoir en même temps. Ils ne veulent pas faire de recherches approfondies, ils utilisent internet pour obtenir immédiatement ce qu'ils veulent. Nous nous sommes mis au défi de mettre en place des cours de documentation pour obliger les étudiants à fréquenter les bibliothèques et de faire des recherches sur terrain.

À cause de la pluralité d'informations, les étudiants ne savent plus filtrer les bonnes informations des mauvaises. Les rumeurs prédominent, entravant ainsi le métier de journaliste. Beaucoup s'en rendent compte vu que les réseaux sociaux diffusent rapidement les informations. C'est un grand problème pour la formation en termes d'obstacle interne. L'appropriation du "mojo" ou *mobile journalism* constitue aussi un grand problème, car il est encore difficile pour les jeunes d'y adhérer petit à petit. Le manque de volonté s'ajoute à tout cela.

En ce qui concerne les obstacles externes, la pandémie de la Covid-19 a limité et changé nos offres de formation. Les heures de cours ont diminué, les périodes de stages ont été limitées. Entre-temps, nous avons mis en place le programme "moodle" de cours en ligne afin que les étudiants puissent se former même s'ils ne viennent pas en présentiel. Mais là, on constate que l'autodiscipline est encore difficile pour les étudiants. Un autre obstacle extérieur concerne les entreprises qui ont leur propre politique. Les étudiants ne peuvent pas y apporter le changement auquel ils aspirent.

**Dr T.H.R. :** Certains pensent que l'on n'a pas besoin de formation pour être journaliste. Le métier est également en mutation avec la prolifération des nouveaux médias, où tout le monde peut faire du journalisme à

sa manière. Mais il ne faut pas oublier que ceux qui travaillent dans les médias ne sont pas toujours des journalistes. Donc, il faut combiner la formation en journalisme avec celle en communication médiatique. Il est à souhaiter que les journalistes se forment tout au long de leur carrière et pensent à former la relève.

**R.Z :** Le principal défi réside dans la découverte de la vocation, car on ne devient pas journaliste par accident. Notre

## Certains pensent que l'on n'a pas besoin de formation pour être journaliste

pays a besoin de journalistes engagés et passionnés. Par ailleurs, les conditions de travail et la motivation professionnelle des journalistes dans les maisons de presse ont tendance à démotiver les jeunes dans leurs choix de carrière.

**Il ne serait pas tolérable que les publications journalistiques contiennent des erreurs aussi bien sur le fond que sur la forme. Jusque-là, il n'y a aucune université publique qui ait ouvert une filière dédiée au journalisme qui, en passant, a des particularités qui vont au-delà de la communication en soi. Ne serait-il donc pas mieux d'avoir un cursus spécialisé en journalisme ?**

**Dr T.H.R. :** Ce que je viens de dire va dans ce sens. Mettre en place une école est en effet très important. Le ministère de la Communication et de la Culture (MCC) a organisé des formations ponctuelles. Le but est qu'il y ait des formations, je ne dirai pas de haut niveau, mais juste de niveau nécessaire. Lors de notre intervention dans le cadre de la formation en journalisme d'investigation avec l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), nous avons constaté que dans les grandes villes, les journalistes ont en général le niveau bacc, licence, bacc +4 ou bacc +5. Il y en a même qui préparent leur doctorat. Mais en province, on a souvent des journalistes de niveau Brevet d'études du premier cycle (BEPC). C'est

un enjeu central. Le niveau d'éducation et le niveau intellectuel des journalistes ne sont pas homogènes au niveau national. Entre le niveau BEPC et le niveau doctorat, il y a un grand fossé en termes de niveau intellectuel.

Pourtant, comme je l'ai dit plus haut, les journalistes contribuent également à l'éducation. Ils ne doivent donc pas faire d'erreurs. De plus, les publications journalistiques sont comme les dictionnaires : ce sont des documents de référence. Pour le public, quand une information est publiée par un journal, cela signifie que c'est officiel. Au sein de l'Université d'Antananarivo, une formation en journalisme financée par la Banque mondiale avait été organisée dans les années 90. Quand le contrat de financement est arrivé à son terme, la formation a pris fin. Le fait est que toutes les écoles publiques et privées en sciences sociales peuvent former des intellectuels qui, après, peuvent faire du journalisme, même si la spécialisation n'existe pas. La tendance est observée actuellement. Des étudiants de niveau bac+2 ou +3 font du journalisme. Ils estiment que c'est un débouché naturel pour ceux qui ont suivi un cursus littéraire. D'autres pensent également qu'on n'a pas besoin de formation en soi, mais qu'on a plutôt besoin d'un certain niveau. Globalement, quand nous avons un niveau intellectuel suffisant, les stages pratiques, les encadrements ou autres peuvent permettre d'entrer dans le milieu. **P**

# Portraits

15 - Domoïna Rasamoelson - *"Tous les chemins mènent au journalisme"* | 16 - Tsiky Rahagalala - *"La relève du journalisme d'investigation"* | 17 - Gaëlle Borgia - *"Le journalisme utile"* | 19 - Zo Rakotoseheno - *"Le grand homme des médias"* | 20 - Sammy Rabenirainy - *"La voix de la radio"* | 21 - Lova Rabary Rakotondravony - *"Le journalisme chevillé au corps"* | 23 - Mamy Nohatrarivo - *"Le dernier des aristocrates"* | 24 - Haja Ratsimbazafy - *"L'art et la manière du direct"* | 25 - Dany Be - *"Un instantané du photojournalisme"* | 27 - Annick Raherimanana - *"La voix des événements"*





## Domoina Rasamoelson

Tous les chemins mènent au journalisme



Yanne Lomelle

Domoina Rasamoelson a fait ses premiers pas dans le monde de la presse en tant que responsable commerciale de la radio-télévision Ravinala en 1998. À cette époque, rien ne la prédisait à une carrière dans le journalisme.

**E**n 2000, Domoina Rasamoelson devient la chargée de communication de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) d'Antananarivo, poste qu'elle a occupé jusqu'en 2006. Cette période lui a permis de se questionner sur les raisons pour lesquelles les journalistes ne voulaient pas reprendre les communiqués de presse qu'elle leur envoyait.

Ayant eu envie de comprendre le fonctionnement de ce métier, en 2005, elle s'est vue proposer le poste de journaliste au sein de *Les Nouvelles*. Un challenge qu'elle a accepté avec joie. La passion pour ce métier lui est venue en le pratiquant, mais surtout suite à une formation donnée par Christian Chadeaux, un grand journaliste qui a formé et influencé de nombreux professionnels malgaches.

### PRÉCURSEUR

Pour des raisons personnelles, Domoina Rasamoelson quitte le quotidien *Les Nouvelles* en 2008 pour partir à Fort-Dauphin. Une décision qui a, au lieu de l'éloigner de la route du métier de l'information, l'en a rapprochée. En 2009, le créateur de *sobika.com*, Niry Jules, l'a recrutée en tant que reporter. Dans sa conception, le site se voulait être une référence pour les Malgaches vivant

à l'étranger. Au fil du temps, il est devenu l'un des précurseurs de la presse en ligne à Madagascar. En 2009, *sobika.com* devient une source référence sur les événements qui se sont déroulés à Madagascar. Le fil d'info atteint même les deux millions de visiteurs. Avec un plan de carrière tracé depuis ses 22 ans, Domoina Rasamoelson estime que la presse était une étape essentielle dans son cheminement, mais sa finalité était de créer sa propre entreprise et de devenir le leader dans son domaine d'activité. Durant sa carrière de journaliste, elle s'est énormément engagée en plaidant à trois reprises dans des cas d'injustice envers des journalistes. Ces épreuves l'ont marquée.

### INFORMATION EN LIGNE

En 2009-2010, la presse en ligne n'était pas reconnue comme organe de presse à part entière. Pour preuve, Rolly Mercia, ministre de la communication à l'époque, n'avait pas voulu admettre les journalistes de la presse en ligne dans le corps des journalistes professionnels encartés. Le motif évoqué à l'époque était l'absence de siège physique à Madagascar. La situation a peu à peu évolué. Avec le développement d'internet, levier de la mondialisation, toutes les industries de presse sont maintenant obligées de disposer d'un site web et de comptes sur les réseaux sociaux. Ce sont autant d'outils nécessaires pour marquer la présence et pour vendre. La mutation est en marche et Domoina Rasamoelson est fière d'y avoir contribué.

Cette marche du monde, la journaliste la suit de près, même si elle évolue dorénavant dans le microcosme de l'entrepreneuriat. Aujourd'hui, elle s'est totalement recon-

vertie dans l'entrepreneuriat et l'agroalimentaire. « *J'ai été sélectionnée lors d'un concours lancé par Nexta en 2020. Une année après, et grâce à ce concours, mon entreprise est devenue un fournisseur agréé de Jovena* », soutient-elle, fière du chemin qu'elle a parcouru.

### LE POUVOIR DE L'INFORMATION

« *L'information reste le pouvoir par excellence* », note pourtant Domoina Rasamoelson, sans oublier de rappeler le poids de l'argent. Selon son constat, à Madagascar, ceux qui disposent de l'information ne savent pas l'utiliser. Paradoxalement, ceux qui disposent du pouvoir n'ont pas d'information. Ceux qui détiennent l'argent, quant à eux, n'agissent pas toujours pour le bien du grand nombre. « *Avec 61 ans d'indépendance, et au regard du développement des Comores et de l'île Maurice qui sont proches de nous, nous devrions nous regarder dans la glace et nous demander où nous voudrions atterrir* », implore-t-elle, voulant réveiller la conscience collective.

La condition de la presse n'a pas changé depuis 12 ans. Domoina Rasamoelson s'interroge si les journalistes malgaches en sont conscients. Elle pose alors la question phare : « *cette situation va-t-elle changer ?* » C'est à cause de cette situation statique qu'elle a arrêté le journalisme et quitté le Collectif des journalistes de Madagascar. « *J'avais l'impression d'être dans une voie sans issue* », conclut-elle avec amertume. **P**



# Tsiky Rahagalala

La relève du journalisme d'investigation



Yanne Lomelle

Rahaga, ce patronyme connu dans le monde de la presse écrite a été, pour Tsiky Rahagalala, un poids sur les épaules d'un frêle jeune homme dans la fleur de l'âge ; mais également une opportunité : celle de tracer son propre chemin de journaliste, autrement que son père ou son frère.

**T**siky Rahagalala a obtenu le prix Malina du Transparency International - Initiative Madagascar (TI-MG) pour son investigation portant sur la thématique de la corruption sexuelle. Tout porte donc à croire que le jeune journaliste a trouvé sa voie.

### EXPÉRIENCE

Le métier du journalisme à Madagascar a la chance d'accueillir des personnes venant de divers horizons. Après son bacc, Tsiky Rahagalala, lui, a préféré étudier les langues, entre autres le mandarin, l'anglais et l'allemand. Par la suite, il s'est inscrit à la filière gestion et a obtenu son diplôme avec brio. Tout portait à croire qu'il allait suivre une voie autre que celle de son père... Et pourtant, le métier le rattrape. Il intègre le quotidien *Madagascar Matin*.

« Je me souviens que mon premier article parlait de l'Euro 2016. J'étais à l'aise avec le sujet étant moi-même fan de football », se remémore-t-il avec nostalgie. Une euphorie passagère, car peu de temps après, il a été affecté à la rubrique « faits divers ». Supportant

mal la vue du sang, les quelques mois qu'il y a passés étaient pour lui les plus difficiles de sa carrière de journaliste. Il écrira ensuite tour à tour pour les rubriques sociale et politique. Après deux ans au sein de *Madagascar Matin*, il intègre le quotidien *Le Citoyen* en 2018. Au bout de quelques mois au sein de la rédaction, il eut la lourde charge de remplir toutes les pages politiques. Une expérience enrichissante pour un jeune journaliste assoiffé de savoir-faire et de connaissances.

### UNE PASSION POUR L'INVESTIGATION

Après des années dans le métier, Tsiky Rahagalala commence peu à peu à trouver le genre journalistique qui lui convient le mieux. Conscient qu'il accorde plus d'importance aux faits et à leur véracité qu'à leur analyse et à leur interprétation, il s'est vite tourné vers l'investigation. En 2019, il intègre le réseau Malina de TI-MG. Le jeune journaliste a déjà mené de nombreuses investigations, cette année, il a été lauréat du Grand prix Malina de journalisme d'investigation pour le meilleur article en 2020. Une consécration pour des années de dur labeur et de sacrifice.

Le journalisme d'investigation n'est pas un travail de tout repos. Tout d'abord, il faut y consacrer beaucoup de temps, – « plusieurs mois », selon le lauréat du prix Malina –, afin d'effectuer les enquêtes, de vérifier les informations et de contacter les personnes ressources. « Heureusement qu'il y a un *organisme comme TI-MG qui nous donne le temps, les moyens et le soutien nécessaires pour mener des investigations et changer un*

*peu le paysage médiatique de Madagascar* », souligne notre interlocuteur.

### LIBERTÉ DE PRESSE : PLUS PARTIELLE QUE COMPLÈTE

Durant ses multiples investigations, Tsiky Rahagalala avoue avoir reçu des menaces de plusieurs responsables au niveau d'un ministère visé par son enquête, ainsi que d'un journaliste proche de ces personnes. Téméraire, il a fait fi de ces menaces et a continué sa mission. La preuve, selon lui, que la liberté de la presse à Madagascar n'existe que jusqu'à une certaine limite. Il estime que les menaces sur la liberté d'expression s'articulent sur deux points. Le premier : la plupart des grandes maisons de presse appartiennent à des politiciens. L'information est donc souvent partisane. Le second : dès que les informations touchent les grandes entreprises, qui sont les annonceurs, le journaliste est immédiatement censuré par son *desk*.

L'inexistence d'une presse indépendante nuit fortement à la consommation de l'information à Madagascar. En ce qui concerne les investigations, le lauréat du prix Malina affirme qu'il est difficile d'obtenir les documents officiels venant des différentes institutions sources : la preuve d'une absence de transparence dans la gestion des affaires de l'État.

Quoi qu'il en soit, le journalisme à Madagascar gagne au change dans la mesure où il y a de plus en plus des jeunes qui se passionnent pour la recherche de la vérité et d'informations essentielles. Tsiky Rahagalala en fait partie. **P**



## Gaëlle Borgia

Le journalisme utile



Maholy Andrianaivo

Elle est devenue une figure de proue du journalisme sur la scène locale. Ses récits font parler, fédèrent et divisent parfois l'opinion publique, mais ils ne laissent jamais insensibles. Gaëlle Borgia partage à *Politikà* son parcours ainsi que sa détermination à apporter des impacts positifs à Madagascar, par le prisme du journalisme.

Une vidéo sur les réfugiés climatiques de la région Androy, publiée sur les réseaux sociaux par Gaëlle Borgia, le 21 juin, a suscité de nombreuses réactions d'encouragement, de stupéfaction et... d'indignation, notamment de la part de certaines autorités étatiques et traditionnelles. Certains découvrent le visage de la journaliste lauréate du prix Pulitzer, d'autres mettent un nom sur une signature particulière. Gaëlle Borgia fait parler d'elle.

## Portraits

### INTERPELLATION

Gaëlle Borgia grandit en France, mais elle passe régulièrement ses vacances à Madagascar. Elle s'y est attachée et, tout naturellement, elle a choisi d'exercer son métier de journaliste reporter d'images freelance dans la Grande île. Pigiste et productrice de reportages qu'elle propose à différents médias, dont les prestigieuses Agence France-Presse (AFP), France 24 ou encore la chaîne franco-allemande Arte. «*Je ne me voyais pas exercer mon métier ailleurs. J'ai envie de faire quelque chose d'utile pour ce pays*», explique-t-elle.

Sa force de caractère se ressent dans ses interpellations et dans sa conviction de l'importance du métier de journaliste. Sa passion la pousse à se rendre dans des zones classées rouges de la Grande île, et à traiter les points «chauds» des affaires nationales. «*Les gens disent que je suis courageuse, mais je ne suis pas courageuse. Je fais juste mon métier*», affirme Gaëlle Borgia. À travers ses reportages, elle compte alerter sur des problématiques et interpeller les autorités. «*Beaucoup de citoyens ne comprennent pas ce qu'est un quatrième pouvoir et un contre-pouvoir. Ils ne comprennent pas que les journalistes ne travaillent pas pour effectuer la communication des autorités, pour cirer les pompes ou pour s'agenouiller. Je ne m'agenouille pas devant les autorités*», avertit-elle. La journaliste clarifie également le rôle de ces dernières. «*Les dépositaires du pouvoir sont des personnes à qui on a prêté le pouvoir. Elles ont le pouvoir parce que le peuple a bien voulu les mettre à leur place durant un temps donné. Nous pouvons les interpeller tous les jours. Nous sommes en droit de leur demander des comptes et de le faire de manière respectueuse en se basant sur des faits*», dresse-t-elle.

### FAUX PROCÈS

Il est souvent reproché à Gaëlle Borgia de ne projeter, à travers ses reportages et au niveau mondial, qu'une image négative de Madagascar. «*Mon métier est de rapporter les faits. Si les témoignages sont malheureux et tristes, je ne peux pas les changer. Malheureusement, les faits ne sont pas roses à Madagascar, tout le monde le sait*», défend-elle. Elle pointe du doigt le faux procès dont elle fait l'objet et avoue ne pas comprendre les reproches qu'on lui adresse.

Pour cette journaliste qui soutient avoir à cœur le respect de la déontologie et de l'éthique journalistiques, il serait malhonnête d'enjoliver la situation, de ne pas entendre les souffrances et de ne pas relayer les témoignages. «*Je ne vais pas travestir*

*ce que racontent les populations. J'aimerais, moi aussi, être dans un pays où tout est positif*», souligne Gaëlle Borgia. De son point de vue, ce sont les reportages taxés de «négatifs» qui sont beaucoup commentés et qui font beaucoup de bruits. Elle réalise aussi des reportages à portée positive, mais ils sont moins vus et moins partagés.

## Beaucoup de citoyens ne comprennent pas ce qu'est un quatrième pouvoir et un contre-pouvoir

### PROVOQUER LE CHANGEMENT

Pour tout journaliste, travailler sur un reportage dont il ou elle espère un impact immédiat, mais qui n'aboutit pas finalement à de changements concrets, peut devenir lassant à la longue. Un buzz chassant l'autre, le temps qu'accorde le public à une information est très limité. Gaëlle Borgia soutient qu'elle se pose des questions tous les jours : «*Sommes-nous utiles ? Ne parlons-nous pas dans le vent ? Le journalisme demande beaucoup de travail et la reconnaissance n'est pas systématiquement à la clé. C'est un métier dans lequel on doit toujours repartir de zéro*». Un reportage peut, en effet, être moins bon que d'autres, ce qui est décevant pour tout journaliste. «*Mais je n'ai jamais arrêté, tant que je me remets en question, cela veut dire que ce métier m'intéresse toujours*», précise notre interlocutrice.

Pour ce qui est des impacts du travail journalistique, elle assure qu'à force d'informer et de couvrir certains événements, la conscience des citoyens se réveillera. «*Certaines personnes auraient envie de s'informer de plus en plus. Plus les reportages sont de meilleure qualité, plus les gens ont envie de chercher l'information. Nous, journalistes, ne le constatons pas à notre échelle, mais peut-être que les informations aident les citoyens. Elles sont utiles quelque part*», note-t-elle.

### ACHARNEMENT

Son reportage sur le Sud malgache a fait grandement parler d'elle. Gaëlle Borgia soutient qu'en tant que journaliste et citoyenne, elle a le droit d'alerter et elle se doit d'alerter sur une situation qu'elle

trouve alarmante. Par ailleurs, elle comprend qu'il y ait confusion entre son statut de journaliste et de citoyenne qui interpelle à partir de sa page Facebook. «*Je poste une vidéo montrant des personnes en train de manger des chutes de cuir récupérées chez un fabricant de sandales. C'est un fait qui appelle l'indignation obligatoirement. Il n'y a pas d'enjeu d'opinion, il y a un fait, il n'y a même pas débat, je ne me permets pas de dire qui a bien agi ou qui a mal agi, explique-t-elle. Un journaliste est avant tout un citoyen. Le reportage (travail journalistique, NDLR) est le plus objectif possible, je donne la parole à tous les concernés. La vidéo que je poste sur Facebook est différente d'un reportage. Je ne parle pas, à ces moments, au nom de France 24 ou de l'AFP. La difficulté est qu'on m'accorde plus d'importance que j'en ai*».

Même en tant que citoyenne qui s'exprime sur sa page Facebook, elle affirme que ses interpellations ne sont basées que sur les faits. Elle dit être étonnée de l'énergie déployée pour nier la vérité et craint pour la résonance de tels actes sur les autres. «*Ce qui me chagrine, c'est que cela apparaîtra comme un signalement aux autres. Si on s'acharne contre quelqu'un comme moi, qui suis journaliste, qui relate des faits, qui alerte, qui interpelle, d'abord sur Facebook, je me dis que cela peut avoir des impacts sur le travail de mes collègues de la presse malgache et internationale, sur tous ceux qui ont envie de militer, de s'engager pour dire des faits. L'acharnement dont je fais l'objet peut les dissuader de faire leur métier correctement*», craint-elle.

Outre l'autocensure que peuvent provoquer de telles réactions chez les lanceurs d'alerte et les journalistes, elle se désole aussi du fait que les réactions ne visaient pas la situation qui méritait les attentions. Des réfugiés climatiques étaient livrés à eux-mêmes dans le chef-lieu de l'Androy, ils n'ont pas été pris en charge bien que des aides aient été déployées dans la région. Suite à cet événement, Gaëlle Borgia est plus que déterminée à continuer à aller dans l'Androy et de continuer à raconter des histoires. Cette journaliste indépendante vit dans le moment présent, elle est certaine de rester à Madagascar pour un long moment, mais ne se projette pas sur les deux, les cinq ou dix années à venir. Elle exprime aussi son désir d'ouvrir les idées aux possibilités de faire de bons reportages à Madagascar, de révéler certaines vérités et de donner au public l'envie de jouir d'un journalisme de qualité. «*J'ai envie d'être reconnue à travers mes reportages, pour mon honnêteté, pour mon respect de la déontologie et de l'éthique*», conclut-elle. P



## Zo Rakotoseheno

Le grand homme des médias



Karina Zarazafy

Cela fait maintenant trois ans que le journaliste et sénateur Zo Rakotoseheno s'en est allé. Avec plus de 30 ans de carrière dans les médias et plus d'une vingtaine dans l'enseignement supérieur, il aura laissé une part de lui en chacune des personnes qui ont eu l'opportunité de faire un bout de chemin avec lui.

**P**our ceux qui l'ont connu, Zo Rakotoseheno était une figure tutélaire de la presse malgache. Une image qu'il s'est forgée durant une trentaine d'années d'exercice du métier. Universitaire, économiste de renom, il a débuté sa carrière de journaliste au sein de *Midi Madagasikara* et a fait partie de l'équipe fondatrice du journal.

### CALME LÉGENDAIRE

Zo Rakotoseheno a accompagné l'évolution du quotidien où il a gravi les échelons jusqu'à devenir son rédacteur en chef et son directeur de publication. Témoin privilégié de l'histoire des Deuxième, Troisième et Quatrième Républiques, il a pu en relater tous les faits marquants. Il a ainsi traité tous les sujets de la vie du pays avec simplicité, compétence, rigueur et perspicacité. Son ascension au sein du journal témoigne de sa qualité d'homme de presse ainsi que de sa capacité managériale.

Zo Rakotoseheno était, pour ses proches collaborateurs, ce chef abordable, sociable et toujours prêt à dialoguer. Ses collègues ont apprécié le calme légendaire dont il faisait preuve et ils se souviendront toujours de la fameuse phrase «*ahoana hono ?*», avec lequel il les accueillait. Ceux-ci à qui il a transmis le goût de la vie, de la justice et de la raison. «*Pour moi, la Saint-Valentin, c'est tous les jours*», aimait-il dire avec malice au couple fraîchement marié de son équipe. Une façon bien à lui de les encourager à profiter de chaque moment de la vie et d'en apprécier la beauté. «*Tout comme les gouvernants, la presse est dépositaire de la confiance du peuple. Pour être à la hauteur de cette confiance, trois maîtres-mots : professionnalisme, rigueur et honnêteté intellectuelle*». Tels étaient ses dires à Antsirabe, le 20 février 2018. Des propos qui résonnent encore jusqu'à maintenant et qui démontrent son attachement pour la rigueur dans le travail journalistique. Il a toujours mis un point d'honneur à respecter et à faire respecter ces principes par ceux qui travaillaient avec lui.

### UN SENS DU PARTAGE

Aujourd'hui, ceux qui l'ont connu égrèneront les moments forts passés avec ce journaliste passionné. Éducateur et enseignant, il était «*monsieur Zo*» pour ses étudiants, chef Zo pour son équipe à *Midi Madagasikara* et tous louent son sens du partage. La jeune génération retiendra de lui son grand sens de l'écoute et son aisance à apprécier les gens à leur juste valeur. Il avait toujours été ouvert aux échanges et n'hésitait pas à

reprendre ses jeunes interlocuteurs, tout en encourageant leurs efforts. Ses étudiants du département Économie de l'Université d'Antananarivo n'oublieront jamais cet homme qui incarnait la bienveillance et la gentillesse, ce professeur sur qui ils pouvaient compter et qui trouvait toujours des anecdotes pour faciliter la compréhension du monde des médias à des universitaires en fin de cursus. Des étudiants, enfermés dans l'univers académique des universités publiques et pour qui les médias constituaient un monde peu accessible. Les enseignements de Zo Rakotoseheno, ses conseils et ses partages ont indéniablement contribué à l'ascension de plusieurs journalistes dans ce noble métier. De grandes plumes et des journalistes économiques actuels ont été couvés par lui.

En 2016, il a été nommé sénateur de Madagascar par l'ancien Président Hery Rajaonarimampianina. Une façon pour ce dernier, qui est également un économiste, de le remercier pour toutes ces années au service de l'intérêt public et pour s'être dévoué à l'éducation, l'enseignement et la formation de ceux qui constituent le présent et l'avenir du pays. Cependant, même avec le statut d'homme politique, Zo Rakotoseheno n'a pas pu se détacher de la communication et des médias. Il a présidé la commission sociale, culturelle et communication au sein de la Chambre haute. Le dimanche 22 juillet 2018, Zo Rakotoseheno rejoint les firmaments à la suite d'un Accident vasculaire cérébral (AVC). Sa mémoire et sa plume resteront à jamais liées au journalisme. **P**



# Sammy Rabenirainy

## La voix de la radio



Solofo Ranaivo

Certains qualifient Sammy Rabenirainy de « pionnier », d'autres vont jusqu'à le considérer comme étant le « père » de la radiophonie moderne à Madagascar.

**S**ammy Rabenirainy, Samuelson Daniel Rabenirainy dans l'état civil, était un grand artiste, bien que très discret. Membre fondateur et violoniste du groupe Lolo sy ny Tariny, il a rejoint les firmaments en mars 2021. « Il était une pièce maîtresse du groupe. Il écrivait, composait et s'occupait de tout ce qui est technique en matière de son », souligne François Rabenirainy, plus connu sous son nom d'artiste Benny, frère de Sammy et également membre du groupe.

### DISCRET ET HUMBLE

À part son statut d'artiste, Sammy Rabenirainy figure également dans l'histoire comme étant une personnalité du monde de la communication. Il a enchaîné les postes à responsabilité dans le ministère de tutelle de la communication. Tour à tour président du conseil d'administration (PCA) de l'Office malgache du droit d'auteur (Omda), puis directeur de cabinet de Tsilavina Ralaindimby, alors ministre de la Communication et de la Culture, avant d'être nommé directeur de l'Animation rurale auprès de ce même ministère, puis directeur de l'Animation communautaire au ministère de la Communication et des relations avec les institutions (MCRI), l'homme se forgera une solide réputation. Sammy Rabenirainy est aussi le fondateur de l'association FI@h (*Fanajariana ny lova amin'ny haino aman-jery*), l'association pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine audiovisuel malgache... « Sammy » avait un *curriculum*

*vitae* long comme le bras. De nature discrète et humble, il brillait surtout pour sa contribution pour la démocratisation de la radio malgache qui lui doit beaucoup. « Il a mené des chantiers titanesques pour la démocratisation de la radio à Madagascar », lance François Rabenirainy. Avant 1994, les stations de radio se comptaient sur les doigts d'une main. « Grâce aux plaidoyers qu'il a effectués et à une certaine méthodologie qu'il a adoptée, beaucoup de stations privées ont pu ouvrir et émettre », souligne son frère. Des stations internationales ont pu également émettre à Madagascar, la Radio France internationale (RFI), la British broadcasting corporation (BBC) ou encore la Deutsche Welle (DW). Une véritable révolution dans le monde de la communication, comme disent ses contemporains. « Ce n'était pas les risques qui manquaient, mais avec ses compagnons, il a relevé le challenge », ajoute l'artiste.

### TÊTE PENSANTE

Sammy Rabenirainy ne s'était pas seulement battu pour l'amélioration de l'environnement institutionnel de la radio, il avait lui-même contribué à l'ouverture de nombre de stations de radio à travers le pays, dont certaines qui sont devenues de véritables institutions comme la Radio Don Bosco (RDB), la Radio Iazan'Arivo (RLI), Alliance 92, Malagasy broadcasting system (MBS), la radio Haja à Antsirabe et bien d'autres. « Sa compétence et son expertise ont toujours été sollicitées », se souviennent sa famille et ses collègues. Minutieux, avec un grand sens du partage, il avait également formé plusieurs techniciens de son dans les stations radios et télévisions dans tout Madagascar. Il a été consultant formateur pour la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) Madagascar durant une très longue période, notamment pour les réalisations des programmes du centre de perfectionnement

en radiojournalisme auprès de la Radio nationale malgache (RNM) et des radios de proximités dans toute l'île, aux côtés de Priscat Rakotomalala et de Rufin Rakotomaharo, entre autres. L'homme était une référence dans le domaine de la communication. Cette passion pour cette discipline remonte à son adolescence. Dans les années 70, « Sammy » était le premier responsable du bulletin d'informations de sa paroisse. Sociologue de formation, ayant également effectué deux ans d'études de droit à l'Université d'Antananarivo, il avait suivi des formations en audionumérique et en communication médiatisée. « Le Sammy que nous connaissons était le mélange de ces bagages. Sa passion pour le fokonolona était le liant qui a aggloméré tous ces éléments et qui l'avait poussé à accomplir tous ces travaux », souligne François Rabenirainy. Sammy Rabenirainy fonde l'association Id-Haydia qui rassemble des professionnels de la communication, notamment en communication communautaire, afin de redonner aux *fokonolona* la place et la considération qui leur reviennent de droit. L'homme aimait à dire que ces structures sont des éléments centraux dans la consolidation du pays. L'homme sillonnait la Grande île pour dispenser des formations à des associations, des collectifs et des collectivités travaillant pour la revalorisation des communautés de proximité. « Nous entendons mener notre contribution par le biais de nos expertises : la formation dans l'archivage audiovisuel, la conception-intégration-formation et assistance, le réseautage et la synergie », avait-il mentionné de son vivant. L'homme a laissé un grand vide dans le milieu de la radio, mais chaque journaliste, chaque technicien, chaque communicant a quelque chose en lui de...« Sammy ». P



## Lova Rabary Rakotondravony

Le journalisme chevillé au corps



Maholy Andrianaivo

Lova Rabary Rakotondravony intègre le monde de la presse en 2004. Elle traversera les années avec ses convictions et son savoir-faire.

**D**'une tonalité didactique, une vidéo s'attache à expliquer la nouvelle organisation de la circulation du côté d'Antanimena. Lova Rabary Rakotondravony, Lova Rabary dans la vie professionnelle, est à la baguette. Avec elle, on comprend davantage la complexité du choix de la municipalité mais de manière ludique. C'est la signature de *2424.mg*, celle de Lova Rabary également.

### INDÉPENDANCE

2424.mg est le média *pure player* (organes de presse qui ne vivent que sur internet) qui monte. Le média qui se décline en une page Facebook et en un site web détonne à travers ses vidéos ludiques, informatives et utiles dans le milieu de la presse en ligne où l'immédiateté – sans que forcément la qualité soit au rendez-vous – est une règle. Rien d'étonnant car, Lova Rabary, sa rédactrice en chef est une femme qui a une grande expérience du journalisme et de ses multiples contraintes.

Elle a su dès son enfance quel métier elle exercerait. Tout au long de son parcours, elle s'est donné les moyens pour parvenir à son but. Durant presque deux décennies de carrière dans le journalisme, il est arrivé deux fois que Lova Rabary ait eu envie de jeter l'éponge ou de cesser d'exercer le métier. Les événements de 2009 l'avaient profondément marquée. Constatant que des individus aux intentions malveillantes pullulaient dans le milieu politique – personnes qui n'hésitaient pas à manipuler des journalistes pour servir leurs intérêts –, elle a senti que ce qu'elle faisait, suivant les valeurs qui la forgeait, était vain.

En 2017, dans la rédaction où elle travaillait, son indépendance était grignotée de jour en jour. Alors, elle a décidé de se consacrer à la formation de journalistes. Malgré les déceptions et la détérioration de l'environnement de travail des journalistes, Lova Rabary est restée et reste profondément attachée au métier. «*Des opportunités, plus intéressantes financièrement, m'avaient été proposées. Mais je ne voulais pas quitter le journalisme*», se souvenait-elle. La journaliste travaille depuis 2005 en tant que correspondante au service francophone de la chaîne BBC. Elle a déjà travaillé avec Associated Press et fait maintenant partie des correspondantes de l'agence de presse Reuters Thomson.

### RIGUEUR

Lova Rabary s'est créé une réputation de femme exigeante, rigoureuse et intransigeante. «*Le but est d'arriver à tirer le meilleur des personnes qui travaillent avec moi. Mon objectif n'est pas de me faire aimer ou d'éviter que les gens se fâchent contre moi. Cela ne fait pas avancer. Cependant, il est important que*

*les membres de l'équipe reconnaissent que, d'un point de vue professionnel, la rigueur et mes exigences sont fondées et légitimes*», soutient-elle.

Actuellement rédactrice en chef de la presse en ligne 2424.mg. Auparavant, elle occupait la même fonction au sein du prestigieux quotidien national *L'Express de Madagascar*. Être à la tête d'un *pure player* occasionne de nouvelles exigences et de nouvelles contraintes. Malgré les attentes de la part du public d'une information qui doit être publiée assez rapidement dans un format plus condensé (en termes de présentation), le défi de Lova Rabary, chaque jour et

## Être à la tête d'un pure player occasionne de nouvelles exigences et de nouvelles contraintes

même chaque heure, est de fournir des informations vérifiées et qui respectent les règles de l'art du journalisme.

Bien plus encore que dans les médias traditionnels, les médias en ligne requièrent un haut degré de professionnalisme. «*On peut se permettre d'être exigeant envers l'équipe si on a les compétences. On ne peut pas être rigoureux si on ne sait pas comment se fait le travail et quelles en sont les contraintes*», détaille la journaliste. Sur ce chapitre de la rigueur, elle est très attentive aux lois qui ont un lien direct avec le travail du journaliste.

### HISTOIRE DU TEMPS PRÉSENT

Ces dernières années, elle constate une application très subjective des dispositions. Leur application, selon elle, dépend de celui ou celle qui commet les infractions et non de la violation de la loi en elle-même. «*Je lutte pour que les lois ne soient ni liberticides, ni ambiguës. Dans la situation actuelle, nous ne savons plus dans quels cas un texte s'applique ou non*», déplore-t-elle.

Pour une journaliste et rédactrice en chef qui est passée de la presse écrite quotidienne à la presse en ligne, le changement suit naturellement l'évolution de la technologie et des supports sur lesquels le public s'informe. Certes, les informations doivent être fournies de manière plus rapide, car les «*consommateurs numériques*» sont avides de clics et de *buzz*, mais les publications doivent respecter des standards en termes de faits. «*Par rapport aux autres médias en ligne, il est tolérable que les informations soient publiées un peu en retard sur 2424.mg*», défend Lova Rabary.

### INDÉPENDANCE

La journaliste et sa rédaction tiennent à cœur d'ajouter des explications, d'obtenir les versions officielles et celles de plusieurs personnes par rapport à un fait ou un événement dans le contenu qu'ils publient. Lova Rabary et son équipe conjuguent ainsi rapidité et fiabilité des informations. «*Je ne prétends pas que ce que nous publions est la seule vérité. Mais, nous nous assurons d'avoir effectué toutes les vérifications nécessaires et d'obtenir les versions des différentes parties concernées*», souligne-t-elle. La diffusion d'informations tronquées la révolte particulièrement.

«*Je trouve dommage que les journalistes jouent le jeu de l'intox. Certains vont jusqu'à manipuler les idées pour rendre les informations sensationnelles. Pour moi, ce sont des informations malveillantes, proches du fake news*», soutient-elle. Pour elle, le métier de journaliste est essentiel et central dans une démocratie. Il contribue aussi à marquer l'histoire du pays. «*Si on me pose des questions dans 30 ans sur ce qui s'est passé aujourd'hui, ou pendant une certaine période, je saurai quoi répondre. Le journalisme est l'histoire du temps présent. Ce que je raconte de nos jours sera l'histoire de demain*», conclut Lova Rabary. **P**



# Mamy Nohatrarivo

Le dernier des aristocrates



Randy Donny

Un peu plus d'un an après sa mort, Mamy Nohatrarivo continue de hanter ceux qu'il a croisés. De *L'Express de Madagascar*, où il a débuté, au quotidien malgachophone *Sakamalaho*, en passant par *Ao Raha*, *L'Hebdo* et *No Comment*, Mamy Nohatrarivo laisse toujours une empreinte indélébile là où il passe.

**M**amy José Nohatrarivo Rakotonrajaona ne se destinait pas au journalisme. C'est le journalisme qui se destinait à lui. Grand baroudeur, il aimait la brousse. Modeste, il ne prenait jamais de grands airs, mais adorait le grand air, là où il pouvait assouvir sa passion d'aventures et sa pulsion de liberté. Avant d'être journaliste, Mamy Nohatrarivo était un sujet de journalisme. Bouvier nomade, salinier... Il a fait mille métiers qui lui permettront plus tard de connaître chaque sujet, chaque phénomène, sur le bout des doigts.

## UN SURVIVANT

En fait, Mamy Nohatrarivo a suivi une formation pour devenir professeur de français. Après l'École normale niveau III, actuellement École normale supérieure, il s'en est allé enseigner ce qu'il a appris à Ampanihy. Il y retrouve l'amour, celui avec un grand A, comme celui qui rime avec liberté. Avec les risques que cela implique, y compris celui

de la survie. Mamy Nohatrarivo était, justement, un survivant. Le 19 juillet 1964, il faisait partie des rares rescapés de l'accident d'avion, d'un DC4 d'Air Madagascar, au décollage d'Ivato, qui a coûté la vie à 42 passagers dont le ministre des Affaires étrangères d'alors, Albert Sylla, le père du futur Premier ministre Jacques Sylla.

Ses expériences amassées au gré de ses pérégrinations lui font atterrir à la rédaction de *L'Express de Madagascar*. Non pas pour être journaliste. Du moins, pas encore. Mais pour corriger les petites coquilles des rédacteurs avant que le journal n'aille sous presse, sans faute et avec élégance. L'élégance qu'il n'a pas au quotidien, Mamy Nohatrarivo l'avait dans l'esprit et la manière d'exercer sa profession. Mamy Nohatrarivo était au journalisme ce que Gainsbarre était à la chanson : toujours en train de bogarter tout en sirotant sa liqueur classique et distillant ses histoires existentielles entre deux coups de stylo rouge.

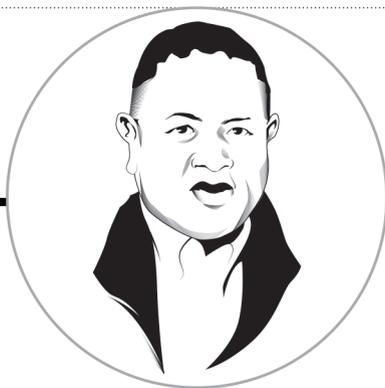
## LE DÉMON DE LA BOUGEOTTE

Un jour, ou plutôt un soir, car c'était à une époque où la rédaction du journal se faisait en vol de nuit, un collègue lui flanque un surnom, Mamy Kha, d'après un artiste que ce dernier a rencontré à Antsiranana. Depuis, ce sobriquet lui est resté. Une petite anecdote que ceux qui ont moins de 20 ans de journalisme ne peuvent connaître. «*Tu as plein d'histoires à raconter, pourquoi tu n'écris pas ?*», lui a dit, un soir également, l'auteur de ces lignes. Il allait alors vers la

cinquantaine, un âge où d'ordinaire, on pense plutôt à la retraite qui se profile à l'horizon. Mais Mamy Nohatrarivo n'est pas de cet acabit. Le démon de la bougeotte ne l'ayant jamais quitté, il quitte le bureau du correcteur quelque temps après pour endosser le gilet multipoche de journaliste.

Reporter au long cours, il lui arrive de rester si longtemps au fin fond de la brousse au point d'épuiser toutes ses ressources. Mais au retour, ses « pages spéciales » sont des mines précieuses d'informations et de découvertes sur les réalités du Madagascar profond. Mamy Nohatrarivo devient journaliste sur le tard, au soir de sa vie. Mais comme tous ceux qui ont beaucoup vécu, il se place vite en haut du panier comme s'il a toujours été là, avec l'attitude du vieux routard en plus. Il aimait le partage. Cela se sentait dans ses articles, mais aussi autour de lui. Aux jeunes journalistes qui l'ont fréquenté, il a toujours laissé un morceau de lui, de ses connaissances et de son savoir. «*Quant à faire du journalisme, autant faire partie de son aristocratie*», disait-il à ses protégés. Mamy Nohatrarivo était le dernier des aristocrates de la plume. Il dépensait sans compter et sans paraître s'y intéresser, intellectuellement s'entend. Il n'avait plus l'âge ni le temps d'être carriériste. Et pourtant, il avait connu une carrière bien remplie. Le 19 mai 2020, suite à une longue maladie, il s'en est allé sur la pointe des pieds comme pour s'excuser d'avoir vécu de manière intense. **P**

Suite p.18



## Haja Ratsimbazafy

L'art et la manière du direct



Maholy Andrianaivo

Haja Ratsimbazafy est un visage familier de la Télévision Malagasy (TVM). Grand pont de directs TV, il parle avec aisance de son travail, de ses initiatives et des principes qui le guident.

**D**ans son enfance et dans sa jeunesse, Haja Ratsimbazafy adorait lire et regarder les photos. Il s'attachait à étudier le cadrage et l'inspiration aussi bien des écrivains que des photographes. Le goût de l'image lui venait de cette époque.

### S'ÉVADER

En 1977, la télévision (Radio televiziona malagasy, RTM) émettait pour la première fois à Fianarantsoa. Le jeune Haja Ratsimbazafy est scotché devant des émissions culturelles et de voyages. «*Mes parents achetaient beaucoup de livres. Je lisais beaucoup de livres des éditions Bordas, Castex, des livres sur l'Inde, la Chine... En parallèle, les émissions me permettaient de m'évader, de voyager et de mettre des images sur ces lieux ou ces personnalités que j'avais découverts dans les livres*», se remémore-t-il. En fin d'année de lycée, il reçoit des mains du journaliste de la RTM, Sylvain Rafiadanantsoa, des distinctions pour ses études. «*Tu as été touché par un journaliste, tu seras journaliste*», plaisaient ses camarades de classe à l'époque. L'événement ne l'avait pas marqué particulièrement, mais, bien plus tard, il allait recroiser le chemin de ces personnalités des médias. Sylvain Rafiadanantsoa et Jean Claude Andrianaivo sont parmi les journalistes malgaches qu'il admire.

### CAPACITÉ

Après avoir obtenu son baccalauréat, Haja Ratsimbazafy intègre l'École normale supérieure (ENS) de philosophie de Toliara. Après cinq ans de formation, il obtient en 1995 le Certificat d'aptitude pédagogique de l'école normale (Capen). Il voulait être enseignant. Son diplôme en poche, il est revenu dans la ville qui l'a vu grandir, Fianarantsoa. Il apprend à la télévision et dans le journal qu'un concours est ouvert pour accéder à une formation en journalisme à l'Université d'Ankatso, Antananarivo. Il envoie sa candidature et réussit le concours. Il intègre la première promotion. Ses professeurs identifient en lui la capacité de travailler à la télévision. Alphonse Andriamahaly, journaliste et formateur en journalisme, mentionne-t-il, est le premier à l'avoir encouragé et guidé sur cette voie. Le 2 septembre 1995, il présente son premier journal télévisé dans le cadre d'un stage pour devenir présentateur. Elisabeth Andrianozahana et Liliane Andriambololona, avec leur grande expérience, l'encadrent. En 1997, il exerce officiellement en tant que journaliste sur la chaîne nationale. Il est reporter et présentateur de journal.

### INITIATIVES

Le journaliste s'est illustré depuis ses débuts sur les questions culturelles. Les initiatives qu'il a prises en tant que journaliste et les domaines qui sont devenus sa marque de fabrique. Bien qu'il apprécie l'émission *Mivantana* de Bernard Rakotomanga et *Imaso* de Gilbert Raharizatovo, il avoue qu'il n'est pas à son aise sur les sujets politiques. En 2007, il produit avec Johary Ravoajanahary

l'émission *Hebdomas* qui traite surtout de l'économie. En début 2009, l'émission s'arrête, puis reprend au mois d'avril pour devenir *E-See Magazine*. L'une des signatures de Haja Ratsimbazafy est également son talent particulier pour les directs durant lesquels il fait étalage de son professionnalisme et de son érudition. Lors de la visite du Pape François à Madagascar en 2019, il fait montre de toute sa connaissance sur le catholicisme, la papauté, le vaticanisme... nourrie par de nombreux voyages dans la cité papale. La maîtrise des retransmissions télévisées n'a pas de recette particulière, à son avis. «*Il faut bien connaître le sujet. J'ai accumulé des connaissances au fil des années, je lis beaucoup, je m'informe, internet nous aide à mettre à jour nos connaissances*», dévoile-t-il.

### VERTUS

Haja Ratsimbazafy porte un regard positif sur le journalisme qui est, pour lui, un moyen d'enseigner et de transmettre des valeurs. «*J'ai enseigné pendant deux mois dans le cadre de mon stage pour l'obtention de mon diplôme de fin d'études à l'ENS, explique-t-il. L'expérience ne s'est pas renouvelée, mais pour moi, la télévision est une manière d'enseigner à travers l'écran, de transmettre des connaissances*». Le journaliste vedette insiste aussi sur les vertus du journalisme. «*Les interpellations et les critiques font partie du journalisme et il existe plusieurs manières de les faire*», nous partage-t-il. **P**



## Dany Be

Un instantané du photojournalisme



Solofo Ranaivo

Daniel Felix Rakotoseheno, dit Dany Be, est l'icône du photojournalisme malgache. Véritable monument vivant, à 87 ans, il garde la mémoire fraîche et se souvient avec facilité des événements, avec leurs dates précises, dont il a été témoin.

**D**any Be se démarque par sa barbe blanche et sa carrure à la Bud Spencer, l'acteur italien principalement connu pour ses comédies d'action tournées en duo avec Terence Hill. Sa bonhomie et sa mémoire photographique le caractérisent et suscitent l'admiration des plus grands. « *Cet homme n'a pas écrit, et pourtant, dès qu'il a son vieux Nikormat, son objectif, aussitôt fixé et visé, consiste à ramener des photos de pleine focale qui parlent à l'histoire et pour l'histoire* », mentionne dans un de ses écrits le grand journaliste Latimer Rangers, au sujet de Dany Be.

### PIONNIER

L'éloge est bien mérité pour ce pionnier qui est un véritable patriarche pour les journalistes. En 50 ans de carrière, il a immortalisé des événements nationaux, régionaux et mondiaux grâce à son appareil photo argentique. Plusieurs centaines de milliers de pellicules sont archivées, bien à l'abri, dans son tiroir. De la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), à Addis-Abeba en 1963, aux Jeux olympiques de Mexico en 1968, marqué par la finale du 100 m disputé par l'athlète malgache Jean-Louis Ravelomanantsoa, en passant par trois coupes du monde de football... Il a été le témoin des plus grands événements auxquels la Nation malgache a participé au sortir de l'indépendance.

Né en pleine période coloniale, ce fils de journaliste a vécu les grands moments de l'histoire du pays, notamment les crises, les insurrections, les périodes de transition... Le reportage qui a marqué au fer rouge Dany Be reste le soulèvement dans le Sud de l'île, dirigé par un certain Monja Jaona, en avril 1971. «*J'étais resté dans le Sud durant 20 jours. Des militaires avaient obligé Monja Jaona à se mettre à genoux devant le Président Tsiranana. Il refusait de mettre ses genoux à terre devant un Président qu'il qualifiait ouvertement d'"assassin"* », se souvient le photographe, convaincu d'avoir fait la photo de sa vie lors de cette scène qui manque de gaieté. Dany Be fut l'un des rares journalistes à avoir photographié les événements sanglants du sud du pays en 1971, quand le parti Monima a dirigé une révolution paysanne violemment réprimée par l'administration Tsiranana. Le 13 mai 1972 également, quand les forces de l'ordre ont tiré sur la foule, sur la célèbre place qui sera rebaptisée de cette date symbolique, le photojournaliste sera là, une nouvelle fois. «*J'ai été témoin d'événements encore plus funestes et horribles. En 1992, j'ai couvert le kere (famine) dans le Sud. J'ai immortalisé, en photo, l'agonie d'un vieillard squelettique, mourant de faim. J'ai aussi photographié l'exécution d'un dahalo (voleur de zébus) après que la foule l'a traîné avec une corde*

*dans les rues du village* », raconte-t-il. Les images semblent encore fraîches dans sa mémoire.

### GEÔLE

D'autres événements avaient eu des impacts sur sa propre personne. Dany Be se souvient encore d'un 14 juillet 1983, à huit heures du matin précisément. «*La police politique était venue chez moi pour m'emmener et m'incarcérer pendant 31 jours. J'avais en fait pris des photos au cours d'une réunion où la presse n'était pas la bienvenue. Durant la perquisition, ils m'ont volé 2 000 pellicules pleines, la totalité de mes archives des années 60 et 70. Je ne les ai pas retrouvées jusqu'à aujourd'hui* », déplore-t-il. 20 ans de travail et de passion sont, ainsi, partis en fumée. Puis, le vieil homme montre des cicatrices à son épaule et se met à raconter. «*En 1959, j'ai été détenu pendant deux jours au cachot de l'armée française pour avoir pris des photos autour du camp militaire de Fiadanana. Ils m'avaient tabassé avant de me laisser repartir. La pellicule m'a été confisquée* », narre-t-il, avec une certaine tristesse dans la voix.

## « Il ne faut pas photographeur pour juste photographeur »

Le journaliste est de nature volubile, il aime parler et raconter ses pérégrinations. Mais pour ce qui est de l'information, il préfère laisser parler ses clichés, qu'il qualifie d'ailleurs de «*supports sans fard* ». «*Pour moi, la photo donne à l'information sa véritable nature et sa forme réelle* », avait-il dit, à juste titre, en 2016, lors du vernissage de sa dernière exposition. Pour la petite histoire, la photographie est une passion qu'il a eue alors qu'il servait dans l'armée française en 1955. Il était affecté pour assister un lieutenant chargé de faire des photos pendant les marches en brousse. Le jeune Daniel Rako-

toseheno remarquait que son supérieur ne voyait pas les vrais «*événements*» qu'ils étaient censés prendre en photo.

### LÉGENDE

C'est certainement de là qu'est né son point de vue vis-à-vis de cet art. «*Avoir un bon appareil ne suffit pas. L'œil du photographe fait la photo* », martèle cet homme qui est toujours équipé de son Nikomat ramené d'Argentine en 1972, doté d'un objectif 24 mm et téléobjectif 85/35. Aujourd'hui, le vieux Dany Be se désole de voir que la nouvelle génération de photojournalistes veut davantage illustrer qu'informer, à travers leurs clichés. «*Les patrons de presse les envoient faire des photos de gens en costard-cravate, assis sur leur bureau. Où est l'information dans ce genre de photos ?* », se demande-t-il. À chaque fois qu'il a l'occasion de discuter avec les jeunes, cette figure du photojournalisme ne manque pas de leur dire de raconter une histoire, «*il ne faut pas photographeur pour juste photographeur* ».

Pour Dany Be, le photojournalisme est l'enfant du mariage de la technique et de l'artistique. De son temps – du temps de l'argentique (quand les pellicules étaient encore usitées) – il n'y avait pas de place pour l'improvisation. «*Arrivé sur le terrain, je savais déjà ce que je voulais prendre comme photo et ce que je voulais faire. Je savais d'emblée où me mettre et quels seraient les réglages et les paramètres à exécuter pour avoir les clichés que j'ai prévus* », raconte-t-il. Aucune erreur de calcul des ouvertures et des diaphragmes n'était permise, sous peine de gâcher une pellicule et de rater l'instant à photographeur. Le mode automatique n'avait pas encore été inventé à l'époque, les écrans à cristaux liquides (LCD) n'existaient pas encore. Le technicien ne voyait le rendu qu'une fois en laboratoire. Les expériences, les événements politiques et la vie ont façonné Dany Be, un monument vivant du photojournalisme, et de l'histoire malgache. P



# Annick Raherimanana

## La voix des événements



Solofo Ranaivo

Journaliste-éditorialiste et chroniqueuse politique à la radio *Antsiva* depuis 25 ans, Annick Raherimanana a toujours été aux premières loges des grands événements ayant marqué le pays. Une carrière riche et exceptionnelle.

« *J'ai traversé trois républiques. J'ai vu défiler quatre présidents de la République et plusieurs chefs d'État. J'ai été témoin d'au moins deux grandes crises politiques.* ». C'est avec une fierté non dissimulée qu'Annick Raherimanana énumère ces grandes lignes de son histoire personnelle qui épouse l'histoire de Madagascar.

### CHRONIQUE

L'Annick Raherimama que les auditeurs suivent à la radio est ce petit bout de femme à l'allure toujours bien soignée. Elle arbore tout le temps un grand sourire et lance, de temps à autre, des petites et sobres taquineries pour installer la convivialité entre elle et ses interlocuteurs. Ses collègues qui la croisent au quotidien dans les couloirs de la station *Antsiva* la décrivent comme étant une personne apaisée et calme. « *À coup sûr, il s'agit d'une grande dame dotée d'une capacité d'analyse et d'une aptitude à gérer ses propres émotions et ses humeurs* », garantissent les abonnés de sa chronique de 15 min, diffusée tous les midis, du lundi au jeudi, sur les ondes de la radio phare du groupe RTA.

Grâce à sa voix claire, son ton qui démontre un calme et une sérénité, soutenus par un débit modéré, Annick Raherimanana retient avec facilité les auditeurs, surtout les épris d'actualités politiques. « *Nous avions passé beaucoup d'heures à pratiquer les exercices de diction, qui consistaient à placer un crayon dans la bouche. Combien de fois ai-je failli avaler mon crayon!* », confie-t-elle. Voilà pourquoi elle a su garder

cette voix de jeune demoiselle, mais très mature, malgré de nombreuses années passées à la radio.

### FAITS ET OPINIONS

Sur les ondes de la radio *Antsiva*, Annick Raherimanana est devenue une des voix du journalisme radiophonique malgache. Elle a analysé et commenté la crise de 2002, marquée notamment par la chute de l'Amiral Didier Ratsiraka et l'arrivée au pouvoir de Marc Ravalomanana, avec lucidité. Elle était aussi à l'antenne de la 97.6 FM en 2009, alors que Madagascar venait de sombrer dans une crise politique qui allait durer cinq ans. « *À l'époque, presque toutes les stations dans la capitale avaient cessé d'émettre parce que, si les unes ont été saccagées et pillées par les vandales, les autres ont choisi de se taire pour ne pas subir le même sort. Mais Antsiva a continué de décortiquer et d'expliquer à ses auditeurs les faits et les opinions. Depuis notre studio à Ankorondrano, j'ai maintenu toutes mes émissions* », se souvient-elle.

Chacune des émissions de la journaliste, qu'il s'agisse d'interviews, de débats ou de chroniques, constitue un véritable rendez-vous pour les auditeurs.

Annick Raherimanana est une de ces femmes de la presse malgache, qui pratiquent leur métier avec passion. Fille d'une femme politique et diplômée en langue française, c'est dans le journalisme qu'elle a choisi de faire carrière. « *Plus qu'un simple gagne-pain, le journalisme représente une véritable passion pour moi. Depuis 25 ans que je suis dans le domaine, je n'ai jamais envisagé de quitter ou de changer de métier, même pour une seconde. Ce ne sera pas maintenant que je vais penser à cela* », souligne-t-elle. L'explication est simple : Annick Raherimanana « *idolâtre* » la liberté d'expression, et à travers cette liberté, elle veut contribuer à la refondation de tout le système et au développement du pays.

### LIBERTÉ DE PENSER

Maintes fois, elle a été sollicitée pour travailler pour des organismes étatiques ou pour devenir fonctionnaire. Des offres très intéressantes, voire alléchantes, lui ont été proposées parce que ses analyses et son professionnalisme seraient utiles dans beaucoup de domaines. Mais la chroniqueuse les a toutes déclinées. « *Le fonctionariat ne me réussit pas* », déclare-t-elle, un sourire au coin des lèvres. À dire vrai, Annick Raherimanana a toujours été jalouse de son indépendance et de sa liberté de penser et de s'exprimer. Pour elle, devenir fonctionnaire équivalait à brader ses propres convictions, ou à renoncer à son éthique pour penser selon des directives établies préalablement par l'administration en place. « *J'ai eu des "patrons" très impliqués dans la politique. Toutefois, je ne me rappelle pas avoir été contrainte d'adopter, ni même de parler à l'antenne d'un point de vue qui n'était pas le mien. Nous avons discuté et débattu sur des faits et des opinions, mais j'ai toujours eu le privilège de pouvoir parler des choses telles que je les vois* », souligne-t-elle. La journaliste se réjouit d'être restée dans la droiture dans l'exercice de ses fonctions, alors que la presse malgache s'enfonce dans la bipolarisation entre la presse partisane et la presse d'opposition. « *Nous oublions que nous avons un rôle important à jouer dans la vie de notre Nation, un devoir de responsabilité. Je roule pour la refondation... dans tous les domaines* », argue-t-elle, sans détour. Tous les jours, la journaliste travaille dans cette optique. Elle estime que, si les acteurs politiques ont failli dans leurs rôles, les journalistes ne devraient pas tomber dans les mêmes travers. « *La liberté de presse est réelle et effective chez nous. Ce qui n'était pas le cas il y a 30 ans. Aujourd'hui, nous sommes tellement libres que nous ne savons plus ce que nous devons faire de cette liberté* », regrette-t-elle. Pour elle, la presse malgache pourrait occuper cette place de quatrième pouvoir si elle le souhaitait vraiment **P**



<https://einstein.mg>

START COURS



9 Leçons  
**Einstein Basics**  
Einstein eLearning  
Einstein eLearning propose l'apprentissage en ligne avec le monde des réseaux sociaux. Comment...

START COURS



4 Leçons  
**Les élections fédérales en Allemagne**  
Carole Randrianaivo  
Angela Merkel, ce sera bientôt du passé! Un chapitre se termine, mais qui lui succédera? Nous vous...

START COURS



5 Leçons  
**Protégé : YLTP 2021**  
Jacquelinah Rakotoarisoa  
Il n'y a pas d'extrait, car cette publication est protégée.

Communautés TOUS >

Active Popular Newest

-  Les amis d'Allemagne  
active il y a 2 semaines, 2 jours
-  YLTP 2021  
active il y a 2 semaines, 3 jours
-  Décentralisation En Marche  
active il y a 1 mois
-  Jeunes Leaders Politiques  
active il y a 1 mois, 3 semaines
-  Save the Earth  
active il y a 2 mois, 3 semaines

Membres TOUS >

Active Popular Newest

-  Einstein eLearning
-  Aina Bovel
-  Constantin Grund
-  Carole Randrianaivo
-  hantaniina Andrianasy

Activité TOUTES >

-  Constantin Grund → Carole Randrianaivo  
il y a 18 heures, 31 minutes
-  Aina Bovel a publié un message  
il y a 18 heures, 48 minutes
-  hantaniina Andrianasy membre est inscrit  
il y a 1 semaine, 5 jours

EIN  
STEIN

Les temps changent.  
Nous nous adaptons.

# Études

29 - Un paysage médiatique concentré et déséquilibré - "Étude sur le monde des médias à Madagascar" | 32 - Gérard RAKOTONIRINA - « Les deux régimes qui se sont succédé ont été déterminés à "museler" la presse » | 36 - Mialisoa RANDRIAMAMPINANINA - « Le journalisme d'investigation est généralement perçu comme une démarche négative » | 38 - Étude du contenu de politikà : 5<sup>e</sup> anniversaire



Étude sur le monde des médias à Madagascar

## Un paysage médiatique concentré et déséquilibré

Le paysage médiatique malgache est marqué par sa diversité. Bien que bouleversée par l'essor du numérique, la presse traditionnelle garde toujours la main sur la sphère de l'information. Le paysage médiatique malgache change rapidement, même si la radio demeure le média de masse le plus populaire. L'Organisation non gouvernementale (ONG) Communication idea development (CID) s'est intéressée aux multiples facettes du monde des médias à Madagascar.

ONG Communication Idea Development

## UNE CONVERGENCE DES MÉDIAS

Pour comprendre la dynamique des médias à Madagascar, il faut s'intéresser à leur convergence. Le tableau ci-dessous démontre ce niveau élevé de concentration des médias malgaches. Il est à noter que l'étude s'est heurtée à un obstacle majeur, dans la mesure où aucune réglementation cohérente n'existe sur la propriété des

médias dans la Grande île. Cette situation ne permet pas de favoriser la transparence dans les différentes transactions liées à la fusion ou à l'acquisition d'entreprises de presse. La Loi sur la communication médiatisée a tenté de pallier ce manque, le problème réside actuellement dans l'application du texte.

**Tableau 1 : Les principaux groupes de médias à Madagascar<sup>1</sup>**

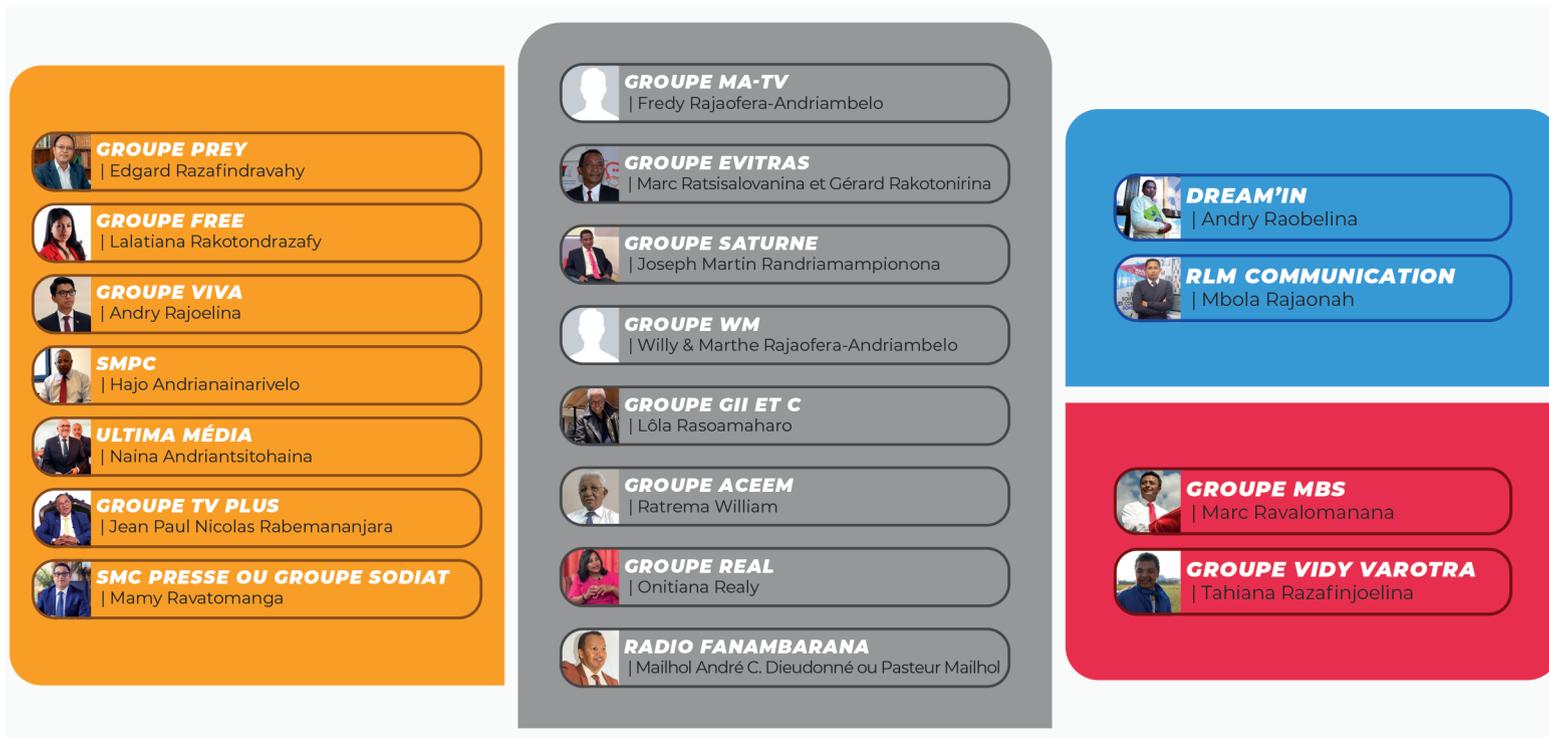
| NOM DU GROUPE                         | QUOTIDIEN  | RADIO                               | TV   |
|---------------------------------------|--|-------------------------------------|--|
| GROUPE WM                             | Midi Madagasikara – Gazetiko – Imprimerie SNIC   |                                     |  |
| GROUPE MA-TV                          | Madagascar-Laza – Zay Zany – Ma-Hery – Midi Flash  | MA-FM                               | MA-TV  |
| GROUPE PREY                           | L'Express de Madagascar – Ao Raha – L'Hebdo de Madagascar – Revue Essentielle – Business Mag   | Antsiva – RFM – RTA<br>RADIO TANA   |  |
| GROUPE FREE                           | Free News  | Free FM                             |  |
| GROUPE VIVA                           |  | VIVA RADIO                          | TELEVISION VIVA  |
| GROUPE SMPC                           |  | KOLO FM                             | KOLO TV  |
| SMC PRESSE et GROUPE SODIAT           | La Vérité – Madagascar Matin Hebdo– Inona no Vaovao – Ino Vaovao –www.matin.mg – www.laverite.mg   | M3FM – Radio Feon'Itasy             | M3TV   |
| GROUPE DREAM'IN                       |  | I-BC, DREAM'ON, LA 7 RADIO          | DREAM'IN – I-BC La7                                    |
| GROUPE RLM COMMUNICATION <sup>2</sup> | La Dépêche - La Ligne de Mire – Triatra – Le Citoyen – Akon'i Madagasikara – LaChasse-info.com – 24h Mada (médias sur Facebook) <sup>3</sup> | On air Radio, AZ Radio, Radio Nakay | On Air TV, AZ TV                                       |
| GROUPE ULTIMA MÉDIA                   | Taratra - Les Nouvelles – Bôjy - Newsmada -  | Alliance 92                         |  |
| GROUPE EVITRAS                        | Ny Valisoa, Takoritsika, Diva, Basy Vava   |                                     |  |
| GROUPE GII et C                       | La Gazette de la Grande Ile<br>www.lagazette-dgi.com   |                                     |  |
| GROUPE TV Plus                        | www.tvplusmadagascar.com   | RADIO PLUS                          | TV Plus (Antananarivo, Toliara et Mananjary)           |
| GROUPE MBS                            | Le Quotidien - Ny Vaovaontsika   | Radio MBS                           | Télévision MBS   |
| GROUPE REAL                           |  | REAL FM                             | REAL TV  |
| GROUPE Saturne                        |  | Radio RFOne                         | Télévision TNTV (Antananarivo, Fianarantsoa, Manakara) |

## UN LIEN ÉTROIT ENTRE LA PROPRIÉTÉ DES MÉDIAS ET LE MONDE POLITIQUE

L'obédience politique du média a été identifiée en fonction de la posture politique de son propriétaire et de l'analyse du discours du média. Le fait que le propriétaire du média soit un politicien n'implique pas nécessairement que le média laisse transparaître une position politique tranchée. Raison pour laquelle leurs discours ont été analysés. Il résulte ainsi de l'analyse de ces discours que le choix de rester objectif politiquement, malgré une appartenance politique évidente, devient moins rare. Quand ils appartiennent à

des hommes d'affaires ou à des sociétés anonymes, les journaux, radios et télévisions ont toujours tendance à défendre des intérêts politiques et des intérêts privés. Le graphique suivant révèle que les groupes de médias présents dans le pays appartiennent, dans la majorité des cas, à des politiciens.

## Les principaux groupes de médias à Madagascar, leur propriétaire et la tendance politique qu'ils observent



### UNE DIVERSITÉ DE MÉDIAS QUI NE SIGNIFIE PAS PLURALITÉ

En 2016, on assistait à l'émergence et à l'intensification des mainmises économique et politique dans le secteur des médias. Les « petites » stations de radio ont rarement les moyens d'aller au-delà de leur zone de couverture, alors que certains médias, pris en main par de grands groupes industriels et/ou par des personnalités politiques, se constituent en de véritables empires médiatiques. Avec la naissance de ces empires, le paysage médiatique malgache devient concentré et déséquilibré, avec ce que cela entraîne comme impact sur le contenu des journaux et sur le travail des journalistes.<sup>4</sup> Le fait que les médias se soient associés pour diffuser des émissions communes dénommées « *miara-manonja* » et « *miara-mampita* » en 2018, a contribué à réduire encore plus la diversité d'opinions. La propagande politique lancée par les trois stations *Kolo*, *Free FM* et *Viva* s'est manifestée à travers une émission dénommée « *miara-manonja* », diffusée conjointement tous les jours pendant au moins six heures. D'après les affirmations de la station *Free FM*, 64 radios à travers le territoire national se sont ralliées à l'émission « *miara-manonja* » durant le deuxième tour de la campagne électorale de 2018. Ces trois groupes de médias de la capitale ont fortement contribué à la propagande en faveur d'Andry Rajoelina quand il était candidat à la présidentielle. Ces médias se déclinent en radio, presse écrite ou

TV, qui sont utilisés à travers la pratique du cross-média. Actuellement, une dichotomie concernant la posture politique des médias se dessine. D'un côté, des médias cités plus haut soutiennent le pouvoir de Andry Rajoelina. D'un autre côté, un ensemble de médias dont *MBS*, *AZ Radio*, et *24h Mada* se concentrent sur la propagande en faveur de Marc Ravalomanana. Cette solidarité entre médias de même sensibilité politique constitue une limite à la pluralité des points de vue, dans la mesure où elle laisse peu de place aux autres sensibilités politiques. En outre, les similitudes entre les lignes éditoriales des différents groupes de presse présents dans le pays ont aussi eu pour impacts que les unes de plusieurs médias arborent les mêmes contenus depuis plusieurs années. L'accès à une information objective, fiable et complète se réduit. Il est parfois nécessaire pour le citoyen de recouper les informations auprès de plusieurs médias pour se faire une idée de la situation de façon objective. Les médias d'opinion se sont aussi raffermissés, sachant que leurs opinions ne reflètent pas toujours toutes les tendances politiques existantes dans le pays. Des médias qui n'affichaient pas de tendance politique avant 2018 ont effectué un revirement. Les élections nationales ont été l'occasion pour eux d'affirmer une position politique tranchée.

Les médias se revendiquant d'une ligne éditoriale engagée et d'une subjectivité assumée se multiplient. Il en est ainsi de *TV Plus* ou encore de *Les Nouvelles*. Ces médias ont, dans la plupart des cas, rejoint le camp politique du pouvoir en place. Par contre, le caractère tendancieux de certains médias comme *L'Express de Madagascar* a duré seulement le temps de la campagne électorale de 2018. Actuellement, ce journal affiche sa posture politique en faveur de son propriétaire uniquement, et ce, de façon modérée. L'absence du groupe RLM Communication du paysage médiatique est constatée depuis l'incendie qui a ravagé les bureaux de ce groupe de média en janvier 2019. Ainsi, le groupe n'édite plus les quotidiens *La Ligne de Mire* et *Le Citoyen*. Or, ces journaux font partie de ceux qui ont soutenu le candidat Marc Ravalomanana, qui a perdu au second tour des élections présidentielles face à l'actuel Président Andry Rajoelina. L'absence de ces médias, de même que *Sky One TV* ou encore *Le Quotidien*, a eu pour conséquence un manque de diversité de l'information politique donnée aux consommateurs, car le pluralisme politique s'est réduit, les différents courants politiques ne sont pas représentés de manière équilibrée à travers les médias. En somme, les enjeux autour des médias pèsent sur la vie politique. Les personnalités politiques propriétaires des médias cités

## « Les deux régimes qui se sont succédé ont été déterminés à “museler” la presse »

Un bilan amer et un avenir flou. Le président de l'Ordre des journalistes de Madagascar (OJM) est assez négatif dans son analyse de la situation du journalisme et du monde de la presse en général à Madagascar, tout en félicitant *Politikà* au passage pour ses cinq ans.



Hilda Hasinjo



GÉRARD RAKOTONIRINA

Président de l'Ordre des journalistes de Madagascar

### Quel regard portez-vous sur le monde du journalisme malgache ?

**Gérard Rakotonirina (G.R.) :** Je suis dubitatif. Certes, une loi spécifique régit le secteur. Mais garantit-elle la liberté d'expression et la pluralité des idées ? Des journalistes, pour la plupart jeunes, se forment et se recyclent. Leurs produits respectent-ils les attentes de l'audience ? Nous sommes libres de parler de tous les sujets que nous voulons. Cela veut dire que nous respectons l'éthique et la déontologie du métier ? Nous avons un magazine comme *Politikà* qui fête ses cinq ans d'existence, qu'il faut d'ailleurs féliciter, et qui garde une ligne respectable. Mais qu'en est-il des autres titres qui sont à la merci des politiciens ? Ce sont autant de remises en question qui font qu'il est très difficile d'être catégorique dans un bilan.

**Ces cinq dernières années ont été marquées par l'adoption du Code de la communication médiatisée régissant le métier. N'est-ce pas une avancée notable ?**

**G.R. :** La loi a été modifiée deux fois. Mais à mon avis, elle ne s'est pas améliorée. Beaucoup de points issus des consultations des journalistes venant de toutes les régions de Madagascar n'ont pas été pris en compte. Plus particulièrement, les dispositions concernant l'OJM ne jouent pas en faveur du métier. En toute objectivité, aucun candidat ne pourrait remplir les conditions exigées dans cette loi pour se présenter à la tête de l'OJM. Personnellement, je déplore les manœuvres malsaines orchestrées pour violer l'esprit de cette loi.

### Quelles pourraient être les conséquences de ce que vous affirmez comme étant une manœuvre dans la pratique du métier ?

**G.R. :** La mission principale de l'ordre, qui est de protéger les journalistes dans la pratique de leur métier, est maintenant occultée. Cette loi est plus liberticide que l'ancienne, notamment à cause des dispositions concernant l'ordre. D'ailleurs, nous le savons tous, aucun ordre professionnel au monde, ni à Madagascar, ni ailleurs, n'a l'empreinte du ministère de tutelle dans son organisation. Nous savons que l'ordre regroupe les journalistes. Mais il ne se tient pas en donneur de leçon, que cela soit envers les journalistes ou envers les patrons de presse. L'ordre veille au respect de l'éthique et de la déontologie régissant le métier. Il renforce la solidarité des journalistes et cherche à promouvoir le journalisme par la mise en place de diverses collaborations avec des entités extérieures. L'organisation du métier en général est de son ressort. Mais si le ministère de tutelle s'en mêle, il s'accaparerait toutes ces prérogatives.

### Que pourrait-on dire de la liberté de presse et de la liberté d'expression en général ?

**G.R. :** Je trouve dommage que les deux régimes qui se sont succédé soient ainsi déterminés à abuser de la prérogative de l'État pour “museler” la presse et les citoyens.

Durant les cinq, voire sept dernières années, nous avons assisté à la convocation de beaucoup de personnes pour enquête. Dans la plupart des cas, les raisons en étaient la publication d'informations sur les réseaux sociaux ou d'autres supports médiatiques. Si auparavant, la majorité des plaintes ont été formulées par les particuliers ; ces derniers temps, on assiste de plus en plus souvent à des cas où ce sont des membres de l'administration qui sont à l'origine de ces convocations. De plus en plus de journalistes ont ainsi été convoqués... Personnellement, j'ai dû assister à au moins 13 enquêtes préliminaires concernant des journalistes. Une journaliste a même été placée sous mandat de dépôt. Je ne parle même plus des suspensions d'émissions qui sont contraires à la Loi sur la communication et à la Constitution. Pourtant, elles ont été appliquées dans le cadre de l'urgence sanitaire.

### Comment voyez-vous l'évolution du journalisme à Madagascar face à la mutation du monde de l'information dont le développement de la presse en ligne ?

**G.R. :** Bon nombre de citoyens croient que l'ère du numérique marque la fin des supports d'informations dits conventionnels. Mais à vrai dire, je trouve que ces supports ne sont pas en concurrence avec la presse traditionnelle. Au contraire, ils sont complémentaires. À Madagascar, tout va dans ce sens. Je suis optimiste quant à l'utilisation intelligente d'internet comme source d'informations et support de diffusion. Il s'agit d'ailleurs d'un défi qui s'impose au monde du journalisme, à condition bien sûr que les journalistes ne soient pas attirés par la solution de facilité que représentent, à tort, les réseaux sociaux. Il faudrait qu'ils restent professionnels et recourent aux informations obtenues sur internet avant de les publier. Ce qui nous distinguera d'une simple personne ayant une information à diffuser. **P**

**Tableau 2 : Exemples de messages de soutien dans la presse à Marc Ravalomanana**

| AZ Radio   | TIA TANINDRAZANA  |
|--|---|
| Au lieu de prendre le temps de régler le problème du <i>kere</i> dans le Sud, le Président préfère organiser des événements en grande pompe « <i>werawera partie</i> ». Pour sa part le gouverneur d'Androy, lui, s'est juste contenté de faire un discours teinté d'émotivité. Ce type de personnes reflète clairement l'image de ce pouvoir prétentieux. | 16 juin 2021. « Les promesses incessantes de ce gouvernement donnent envie d'injurier, selon un juriste »<br>13 juillet 2021. « Inconvénient des fraudes électorales : le gouvernement actuel est à la fois instable et désordonné »<br>13 juillet 2021. « Nous ne cesserons jamais de nous opposer à ce gouvernement tant que la population souffre encore ! » |

comme faisant partie de ceux qui ont soutenu l'actuel Président Andry Rajoelina ont de suite été nommés pour siéger au sein du premier gouvernement mis en place en janvier 2019 par Christian Ntsay. Hajo Andrianinarivelo (propriétaire de *Kolo TV/FM*) a été nommé ministre de l'Aménagement du Territoire et des Travaux publics, Lalatiana Andriatongarivo Rakotondrazafy (propriétaire de *Free FM/Free News*) occupe le poste de ministre de la Communication et de la Culture. De même, Naina Andriantsitohaina (à la tête d'Ultima Média) est devenu ministre des Affaires étrangères pour être ensuite élu maire de la Commune urbaine d'Antananarivo, sous les couleurs du parti proche du Président. Et surtout, le Président Andry Rajoelina est le leader du groupe *Viva*. À ces médias s'ajoutent d'autres qui adoptent la même posture politique en faveur du Président actuel. Le pouvoir en place dispose donc d'un arsenal médiatique important qui véhicule une image positive de sa gouvernance. À côté, une présence moins significative des médias ayant une position politique différente est constatée. Il faudrait mentionner aussi l'émission spéciale sur l'évolution des cas de Covid-19 à Madagascar qui a été diffusée sur la chaîne nationale (TVM) tous les jours à 13 h pour une durée moyenne de 45 min. Toutes les chaînes privées et publiques ont été réquisi-

tionnées et contraintes de retransmettre en direct l'émission en question. Cette émission n'a pas seulement fait état de l'évolution de la pandémie dans le pays. Les interventions régulières des ministres concernés a également procuré davantage de temps de parole au gouvernement en place. L'apparition des médias en ligne (les *pure players* de l'information et les médias sur Facebook), tels que *Madagascar-Tribune.com*, *24h Mada* ou *2424.mg*, a permis, dans une certaine mesure, de limiter les conséquences de cette concentration des médias. Le nouveau venu, *Real TV*, se montre aussi plus ou moins objectif dans le traitement des informations. Outre son journal télévisé, c'est son émission « *L'invité du jour* » qui a fait grimper l'audimat de la station. Depuis la création de l'émission, des dizaines d'invités sont passés sur le plateau de la station pour faire le point sur les sujets chauds du moment qui touchent différentes thématiques. Les invités de l'émission sont issus de différents bords politiques et de diverses confessions religieuses.

#### LA DÉONTOLOGIE DU JOURNALISTE GÉNÉRALEMENT RESPECTÉE

En dehors des périodes électorales, le langage des médias est en général posé. Toutefois, les campagnes d'acharnement à l'encontre de personnalités politiques per-

sistent. Auparavant, elles ont duré plusieurs mois à l'encontre de l'ancien président de la Haute cour constitutionnelle, qui a été traité de « *con... démissionne !* » à chaque une de l'édition du journal *La Gazette de la Grande île*. Depuis que Jean Eric Rakotoarisoa n'est plus à la tête de la HCC, la photo comportant la légende mentionnée a disparu. Par ailleurs, dans son éditorial intitulé « *Covid-19 à Madagascar, un génocide présidentiel* », *La Gazette de la Grande île* du 1<sup>er</sup> avril 2021 a indiqué que : « *toutes les actions du Président ont donné à la population l'impression que la pandémie était derrière nous. Ce laxisme et ce laisser-aller de la part du président de la République face à cette pandémie sont considérés par beaucoup comme un crime contre l'humanité. La conséquence est l'élimination progressive de la population malgache. C'est une atteinte volontaire à la vie. Pour les mauvaises langues, c'est un génocide présidentiel* ».

Madagate.org a déclaré le 6 février 2021, au sujet de Fanirisoa Ernaivo : « *on voit à travers son visage sa mauvaise foi et son instabilité. Certains disent en effet que ceux qui sont remplis de boutons d'acné sont également possédés... qui sait ?* ». Et le 26 mai 2021, le journal en ligne s'interroge : « *qu'est-il advenu du président Hery Rajaonarimampianina, au fait ? Actuellement vacciné, il se la coule douce quelque part en France, avec*

## PRÉSIDENTIELLE 2018, DES CHANGEMENTS DE POSTURE POLITIQUE MAJEURS

Des changements majeurs sont survenus en 2018, durant la campagne électorale, au sujet de la posture politique des médias. En effet, si certains médias n'ont pas affiché de positionnement politique précis, un certain nombre d'entre eux ont montré clairement leur appartenance politique durant la campagne électorale. Cela s'est manifesté surtout pendant le second tour de l'élection présidentielle. Certains de ces médias ont gardé cette posture politique au-delà de la campagne électorale et jusqu'à maintenant, tandis que d'autres ont repris leur ligne éditoriale d'avant 2018.

Si, les premiers constats concernant le quotidien *Les Nouvelles* ont montré un modèle d'indépendance<sup>5</sup>, le journal s'est ensuite rangé du côté d'Andry Rajoelina. Les discours du style : « *L'assistance a été subjuguée par les programmes socio-économiques de Andry Rajoelina, à la hauteur de l'ambition d'un homme d'État* », et « *tout a*

*été peaufiné pour répondre aux attentes de la société malgache* » ont pullulé tout au long de la campagne électorale de 2018.

Nous assistons actuellement à une subdivision en deux groupes (ceux qui soutiennent Rajoelina et ceux qui soutiennent Ravalomanana), concernant le positionnement politique des médias en général, et de la presse écrite en particulier. Un paysage médiatique constitué en majorité de médias qui soutiennent le Président Andry Rajoelina se dessine. Il s'agit, entre autres, de *Free News*, *La Vérité*, *Les Nouvelles*, *Kolo TV*, *Madagate.org*, *Madagascar Matin Hebdo* (parution hebdomadaire), et *Inona no Vaovao*.

Par ailleurs, une liste moins importante de médias s'est alignée à Marc Ravalomanana, dont *Tia Tanindrazana*, *AZ Radio* et *MBS*, son groupe.



*l'argent du peuple malgache qu'il a paupérisé en cinq ans de pouvoir. Mais il ne perd rien pour attendre.»*

Ces comportements qui constituent des dérives ont visé récemment une journaliste, Gaëlle Borgia. Dans ce contexte, *Viva TV*, dans son journal télévisé du 24 juin 2021, a réitéré la question de savoir « si celle-ci est tout à fait saine d'esprit. Le Prix Pulitzer lui a donné la grosse tête ? » (<https://www.youtube.com/watch?v=Ly4MNMkwEYI>).

À côté de ces propos diffamatoires, l'attitude des chaînes publiques laisse toujours refléter un intérêt minime vis-à-vis des foyers de tension qui se sont manifestés dans le pays. En effet, les médias publics en ont rarement parlé, sauf lorsque le gouvernement a pris des mesures pour tenter de les calmer.

### LES PRESSIONS POLITIQUES EXERCÉES SUR LES MÉDIAS

Deux ans avant les échéances électorales de 2018, on ne pouvait s'empêcher de constater que les transactions entre les politiciens ont été nombreuses pour redynamiser le secteur des médias. L'année 2016 marque d'ailleurs un tournant pour le paysage médiatique malgache, avec le lancement de *Free News* et des médias de *RLM Communication*. Les prochaines élections nationales étant prévues en 2023, il est intéressant d'évaluer les pressions politiques exercées actuellement sur les médias. Parmi ces pressions, nous citerons la décision interministérielle datée du 22 avril 2021, qui a, par la suite, été annulée. Cette décision avait interdit les manifestations publiques et la diffusion de plusieurs émissions radiophoniques et audiovisuelles « susceptibles de troubler l'ordre et la sécurité publiques et de nuire à l'unité nationale »,

sur fond de crise sanitaire. Ce texte ciblait particulièrement des émissions interactives avec des interventions téléphoniques directes d'auditeurs, et celles contenant des débats politiques. Pas moins de neuf émissions ont été interdites de diffusion par le gouvernement, et ce, pour toute la durée de l'état d'urgence sanitaire. La liste, précise le texte, est « non limitative ». L'état d'urgence sanitaire reste en vigueur à ce jour, après une brève interruption. La décision a été signée par le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID), le ministre de la Sécurité publique, le ministre de la Communication et de la Culture et le secrétariat d'État chargé de la Gendarmerie<sup>6</sup>.

Concernant l'affaire Gaëlle Borgia, Reporters sans frontières (RSF) dénonce une entrave au travail des journalistes à Madagascar. « Ces derniers mois, RSF a reçu plu-

Tableau 3 : Exemples de messages de soutien dans la presse à Andry Rajoelina

| FREE NEWS<br>(Groupe FREE)  | KOLO TV<br>(Groupe KOLO)   |
|---|--|
| <p>« MBS et miara-manonja : il est prouvé qu'ils cultivent la haine raciale et la désinformation. » (édition du 9 février 2021)</p>   | <p>Lors de l'inauguration de la Rocade d'Iarivo, Kolo TV a produit plusieurs reportages autour de l'événement, présidé par le chef de l'État. À travers ces séries de reportages, Kolo TV a accordé un temps d'antenne égal au chef de l'État et au ministre l'Aménagement du Territoire, de l'Habitat et des Travaux publics, Hajo Andriananarivelo. Kolo TV a même mis en exergue, dans un autre reportage, toujours dans le même journal télévisé, que le département ministériel dirigé par le fondateur du parti MMM ne ménage pas ses efforts pour mener à bien les missions confiées à son ministère.</p>   |
| MADAGATE.ORG  | LA VERITÉ<br>(Groupe SMMC)   |
| <p>« Madagascar a fait des pas de géant grâce à l'implication directe de la Première dame, Mialy Rajoelina. Ainsi, le 13 janvier 2019, la loi n°008/2019 relative à la lutte contre les Violences basées sur le genre (VGB) a été déclarée conforme à la Constitution et aux conventions et protocoles internationaux relatifs à ce sujet par la Haute cour constitutionnelle et peut faire l'objet d'une promulgation ». (5 juin 2021)</p> | <p>« D'après le député du district, l'actuel chef de l'État est le premier Président à venir dans cette localité depuis 22 ans. Cette visite présidentielle est donc la preuve qu'aucune région n'est laissée pour compte. Il a réitéré que la population d'Iakora est prête à soutenir le Président afin de concrétiser ses velirano. » (21 mai 2021)<br/>« De l'avis de Tsibeo Mahaleo Jean Victor, membre actif du parti proche du pouvoir Miarka amin'i prezidà Andry Rajoelina (Mapar), les barons du parti Hery vaovao ho an'i Madagasikara (HVM) font un baroud de déshonneur en boycottant les élections sénatoriales. En agissant de la sorte, ils ratent leur sortie politique et à travers ce geste, ils seront jetés dans la poubelle de l'histoire ». (2 novembre 2020)</p> |

siens signalements inquiétants concernant l'exercice du journalisme à Madagascar. Les pressions, intimidations et menaces se sont multipliées pour tenter de contrôler la communication publique autour de certains sujets, notamment celui de l'épidémie de Covid-19», mentionne RSF dans un communiqué publié le 1<sup>er</sup> juillet 2021. « Nous dénonçons avec la plus grande fermeté les tentatives grossières et mensongères de discréditer le travail de cette journaliste, en utilisant des victimes du changement climatique et l'antenne de la télévision nationale pour propager de fausses informations et s'en prendre à elle. Cette campagne de dénigrement discrédite ceux qui en sont l'origine. Elle est également irresponsable, car elle aurait pu mettre en danger la sécurité de cette journaliste reconnue pour son sérieux et son professionnalisme », déclare le responsable du bureau Afrique de RSF, Arnaud Froger.

### LE POSITIONNEMENT POLITIQUE DES MÉDIAS PUBLICS

Les chaînes publiques ont été longtemps utilisées pour servir la communication étatique. Ce constat n'a pas changé. Une subjectivité est observée au niveau du discours adopté par les journalistes de la station publique de télévision TVM, dans la mesure où ils tendent à mettre en avant les actions des dirigeants étatiques et accordent une couverture prioritaire aux activités des dirigeants. En outre, la TVM traite rarement des sujets chauds du moment, ou du moins la station donne la parole à un seul bord politique, à savoir aux sources institutionnelles, dans le traitement des sujets d'actualité. Ce qui a pour conséquence une absence de pluralisme de points de vue.

Si dans ses principaux programmes d'informations, la TVM n'a accordé aucune couverture aux manifestations des étudiants de l'Université de Toamasina durant lesquelles un étudiant est mort des suites d'une blessure par balle, la ministre de la Communication et de la Culture, et non moins porte-parole du gouvernement, Lalatiana Rakotondrazafy a apporté son point de vue par rapport à

## À côté de ces propos diffamatoires, l'attitude des chaînes publiques laisse toujours refléter un intérêt minime vis-à-vis des foyers de tension qui se sont manifestés dans le pays.

ladite manifestation et par rapport à la mort de l'étudiant durant l'émission « *tsy ho tompon-trano mihono* ». Durant cette émission hebdomadaire, elle a défendu les forces de défense et de sécurité en déclarant que celles-ci ont été contraintes de tirer en l'air pour disperser les manifestants en colère et c'est par un malheureux hasard que l'étudiant a été touché et a succombé suite à sa blessure. Si la TVM a accordé un temps de parole conséquent à la porte-parole du gouvernement concernant ce sujet, la station n'a pas donné la parole à l'autre camp, à savoir aux manifestants. D'une manière générale, la TVM n'accorde pas de temps d'antenne aux autres bords politiques, et encore moins à l'opposition. La RNM est la seule radio publique exerçant à Madagascar. Elle donne une place importante aux informations locales à travers l'émission quotidienne « *ampitampitao* », durant laquelle chaque direction régionale de la communication produit une émission avec un temps d'antenne d'une heure pour relayer les informations de chaque district. Elle priorise aussi les informations régionales dans le journal parlé. En tant que média public, RNM a l'exclusivité de

la couverture nationale. RNM accorde une importante couverture aux informations officielles, ainsi qu'aux actions menées par le pouvoir en place. À cet effet, les journalistes tendent les micros aux élus et aux administrateurs publics. Prenons l'exemple de l'émission produite par la Direction régionale de la communication de Sava, le 12 juillet 2021, intitulée « *Antsiranana mila vola, Diego tsara faritra* ». Les invités des journalistes y sont le maire de Sambava, qui est le seul interviewé sur le sujet de l'assainissement de la commune, le chef de la Circonscription scolaire (Cisco) de Vohémar, concernant l'examen officiel du Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE), ainsi que le directeur régional de l'administration pénitentiaire. La radio publique est ainsi proche du pouvoir actuel. **P**

### RÉFÉRENCES

<sup>1</sup> *Rapport de monitoring sur la couverture médiatique de la campagne de l'élection présidentielle de 2018, projet PEV Madagascar par le Centre Européen d'Appui Électoral.*

<sup>2</sup> Cf. <https://lachasseinfo.wordpress.com/2018/03/19/media-le-groupe-rlm-communication-a-celebre-ses-deux-annees-dexistence/>

<sup>3</sup> <http://www.lagazette-dgi.com/?p=19119>

<sup>4</sup> *Friedrich-Ebert-Stiftung, Les impacts de la structure de la propriété des médias sur la couverture médiatique, la représentation politique et le travail du journaliste, 2016*

<sup>5</sup> *Se référer au rapport de monitoring sur « Les médias face aux défis de l'indépendance et de l'apaisement » sorti en février 2018 (www.pevma-dagascar.eu).*

<sup>6</sup> <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210424-le-gouvernement-malgache-interdit-neuf-C3%A9missions-de-radio-pendant-quinze-jours>

### EXPRESSIONS UTILISÉES PAR LA PRESSE

Madagate.org : « traîtres », « ingrats », « incompetents », « fri-meurs », « vendus », « affairistes », « *revin-gadra* »

La Gazette de la Grande île : « le calvaire de la population », « de qui se moque-t-on ? », « faire du populisme », « scandales », « délire », « bourdes »

La Vérité : « grâce aux initiatives de l'État », « les aides apportées par l'État », « problèmes résolus », « aux normes »

Kolo TV : « les dirigeants ne ménagent pas leurs efforts pour... », « les dirigeants travaillent nuit et jour afin de... », « de l'avis des observateurs », « selon les téléspectateurs »

La déontologie du journaliste ne concerne pas seulement les articles qu'ils écrivent/font, mais aussi leur comportement en général. Randy Donny a parlé des *felaka* (voir P.7), qui existent bel et bien encore (et qui semblent encore 'avoir de beaux jours' devant eux). C'est là un cas de déontologie avéré.



## « Le journalisme d’investigation est généralement perçu comme une démarche négative »

Créé par l’association Transparency International – Initiative Madagascar (TI-MG) en 2018, le réseau Malina rassemble une quinzaine de journalistes d’investigation venant des quatre coins de l’île. Les journalistes du réseau couvrent de vastes sujets et ambitionnent de produire des articles et des reportages de qualité mettant en lumière les pratiques de « grande » corruption à Madagascar. Dans cette interview, Mialisoa Randriamampianina nous livre son avis quant au principe de liberté dans l’exercice du métier de journaliste.



Karina Zarazafy

**MIALISOA RANDRIAMAMPIANINA**

*Rédactrice en chef du réseau Malina*

## Comment voyez-vous le monde des médias à Madagascar ?

**Mialisoa Randriamampianina (M.R.) :** Un monde de paradoxes. Le foisonnement des titres, des médias et des émissions journalistiques dans leurs grilles respectives donne l'impression d'une certaine diversité du paysage médiatique. Seulement, nous faisons face à une foule de médias qui relate les mêmes faits, concentrés en général sur de mêmes points de vue, et qui invite les mêmes personnes sur leurs plateaux ou dans leurs colonnes. Dans la capitale et les grandes villes, nous avons encore un choix de titres...

Mais dans les zones isolées où les médias d'État sont les seuls accessibles, nous réalisons que les informations délivrées aux citoyens ne reflètent pas nécessairement une variété d'opinions. D'un autre côté, les journalistes malgaches travaillant dans les organes de presse privés peinent à exercer leur métier pleinement et de façon indépendante. Des enjeux économiques et politiques sont sur la table. La diversité reste une façade et ceci n'est pas près de changer, sauf si les professionnels de la presse décident de donner un coup de pied dans la fourmilière pour établir les conditions d'une presse libre et indépendante.

## Reporters sans frontières note un paysage médiatique se polarisant de plus en plus avec des médias sous influence. Qu'en pensez-vous ?

**M.R. :** Cela se comprend et je le disais d'ailleurs précédemment. Les informations émanant des médias publics sont fortement orientées vers la transmission des actions gouvernementales. Une partie des médias privés suit de plus en plus cette ligne, à quelques subtilités près. Une autre partie prend la ligne d'opposition, en raison de l'appartenance du média à tel ou tel personnage politique. Ce jeu laisse penser qu'il y a un équilibre entre les deux camps, mais est-ce le rôle des journalistes ? Les journalistes ont le devoir d'informer, d'investiguer et ces influences politiques biaisent la pratique du métier. Dernièrement, cette manière de relater certains faits dans la presse est très visible.

Nous savons déjà d'avance quel titre publiera telle information, et par conséquent, quel média réalisera un "contre reportage", en fonction des circonstances. On a déjà une idée de la station qui passera une affaire, un sujet précis ou les paroles d'une personnalité ou d'une institution précise à la trappe, quand bien même l'intérêt général est concerné. Mais cela reste symptomatique

de l'atmosphère politique et économique dans lequel les médias évoluent : une atmosphère où il est difficile, voire quasiment impossible d'exercer le métier avec indépendance et autonomie.

## Nous voulons que les investigations de Malina soient utilisées comme outils de plaidoyer pour toute association ou institution et pour tout citoyen, qui en a besoin.

### En tant que promoteur du journalisme d'investigation à Madagascar, quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez ?

**M.R. :** L'accès à l'information publique reste problématique à Madagascar. L'expérience de Malina, mais aussi d'autres journalistes dans d'autres secteurs qui vivent la même expérience, démontre qu'il est difficile d'avoir accès à des documents censés être publics. Le journalisme d'investigation est généralement perçu comme une démarche négative, voire de contestation. La démarche d'investigation n'est pas toujours comprise ou bien les personnes et institutions concernées font semblant de ne pas comprendre. Mais toujours est-il que notre rôle n'est pas de "tirer" sur autrui. Nous mettons à jour des informations importantes et cachées, tout en protégeant nos sources, par un travail de recoupement, de vérification et d'enquêtes. Les informations résultent de cette investigation, ni plus, ni moins.

En cours de recherche, nos journalistes subissent souvent des intimidations verbales, des menaces plus ou moins appuyées, des questionnements sur l'origine des informations et des demandes d'autorisation pour la divulgation d'informations. Ces dernières appartiennent pourtant au domaine public et doivent être accessibles à tous. Bien que nous fassions le choix de ne pas en faire toute une histoire, nous prenons ces faits au sérieux. Ils sont révélateurs du climat dans lequel nous vivons et d'un désir à peine

voilé de vouloir museler les journalistes et diriger leurs travaux vers telle ou telle direction.

### Quels résultats la TI-MG attend-elle des investigations menées par les journalistes au sein du réseau Malina ?

**M.R. :** TI-MG est une association qui lutte contre la corruption. De ce fait, nous voulons que les investigations de Malina soient utilisées comme outils de plaidoyer pour toute association ou institution et pour tout citoyen, qui en a besoin. Les investigations du réseau Malina, contrairement à ce que certains véhiculent, n'ont pas pour objectif de nuire. Comme tout journaliste, ceux du réseau Malina travaillent pour informer et investiguer sur un sujet précis, récolter les résultats de ces investigations et produire des articles, des films, etc. Nous avons l'objectif de donner aux décideurs, aux citoyens, aux activistes, aux associations, des pistes de réflexion et des éléments de prise de décision. Par notre travail, nous souhaitons contribuer à créer un Madagascar meilleur et libéré de la corruption.

### Comment voyez-vous la situation des lanceurs d'alerte à Madagascar ?

**M.R. :** La situation est extrêmement problématique. Nous avons le souci de la protection des lanceurs d'alerte qui sont de précieux alliés dans nos investigations. Grâce à eux, nous pouvons explorer des pistes insoupçonnées. L'absence de dispositions légales concernant les lanceurs d'alerte rend leur protection aléatoire. Or, nous sommes tous des lanceurs d'alerte potentiels et nous pourrions être en connaissance de faits, d'informations, de sujets qui nécessitent une investigation.

Pour l'heure, les lanceurs d'alerte malgaches n'ont pas de statut juridique et ne bénéficient pas d'un régime protecteur. Pourtant, ils risquent gros : leur carrière, leurs activités, leurs moyens de subsistance, leurs finances, leur sécurité et celle de leurs proches, leur vie personnelle, etc. et ce, au nom de l'intérêt général. On constate que ceux qui tirent la sonnette d'alarme sont aujourd'hui les plus exposés et les moins protégés. Il nous faudrait absolument des dispositions légales qui les défendent face aux représailles. Celles-ci assureront la confidentialité de leur identité et les protégeront d'une procédure abusive en diffamation si le cas se produit. **P**

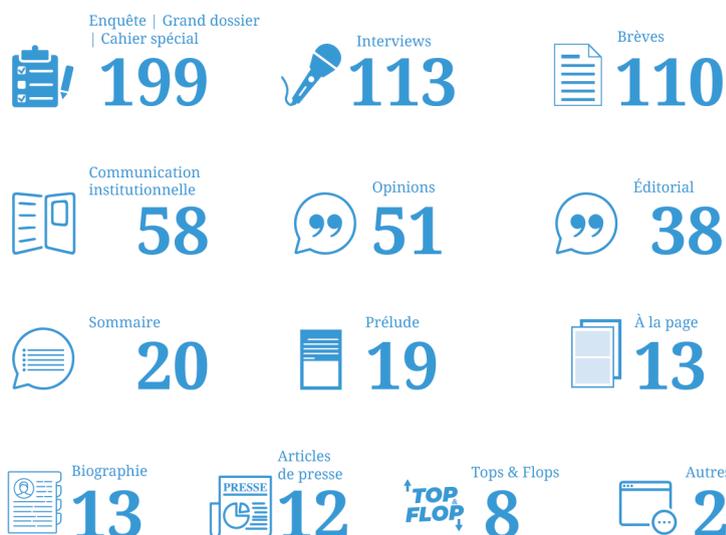


# ÉTUDE DU CONTENU DE POLITIKÀ : 5<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

Qui s'est exprimé dans les colonnes de *Politikā* ? Quelle place a-t-il été accordée aux partisans de l'administration en place, aux opposants ? Quels partis ont été fréquemment cités ? Et quelle a été la place des femmes parmi les personnes intervenant pour commenter ou analyser les sujets abordés par la revue ? C'est à ces questions et à d'autres que s'est attaquée l'étude effectuée par l'ONG CID, pour faire le bilan des cinq ans de *Politikā*, avec les commentaires du rédacteur en chef.

ONG Communication Idea Development

## LES FORMATS UTILISÉS PAR POLITIKÀ (656 en tout)



**Commentaire de Raoto Andriamanambe :** Pluralité des idées rime avec pluralité des genres. Dès ses débuts, *Politikā* s'est attaché à offrir à ses lecteurs une diversité de lecture à travers l'adoption de genres journalistiques privilégiant bien souvent les récits et les commentaires (199 articles, tous genres confondus). Au fil des années, nous avons abandonné, peut-être momentanément, certains genres, comme les articles d'information stricte (brèves, revues de presse, synthèse...), pour en privilégier d'autres genre plus approfondis. Mention spéciale aux opinions extérieures qui représentent pour nous une plateforme de débats et d'expression d'idées privilégiée (113 interviews sont parues dans ce cadre). Régulièrement, la revue ouvre ses colonnes aux contributeurs externes.

## ÉQUILIBRE DES RUBRIQUES (656 en tout)



**Commentaire de Raoto Andriamanambe :** Même avec une approche plutôt généraliste, *Politikā* pense que « tout est politique ». La politique est le fil rouge qui guide la revue dans toutes ses décisions éditoriales et dans toutes les rubriques. Il n'est pas étonnant que 359 articles, tous genres confondus, portent sur ce domaine. Même dans le choix des autres thématiques, comme l'économie ou les faits sociaux, l'arrière-pensée de la rédaction est toujours d'ordre éminemment politique. Certains sujets comme l'industrialisation (grand dossier de *Politikā* n°6) ou la question de la nationalité (grand dossier de *Politikā* n°2) nécessitent la prise de décision politique à travers des lois. D'ailleurs, ces sujets sont récurrents dans les débats politiques. La question de la nationalité agite par exemple le débat actuel..

## APPROCHE PAR THÉMATIQUE

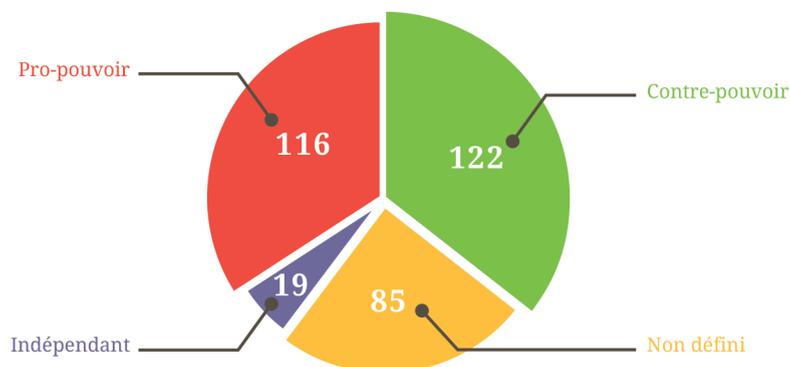
| THÈME                                      | VALEUR |
|--|--------|
| Gouvernance (des affaires publiques)       | 179    |
| Démocratie et culture démocratique         | 85     |
| Industrialisation                          | 69     |
| Développement communal et décentralisation | 42     |
| Développement économique                   | 34     |
| Parlementarisme                            | 27     |
| Transparence / corruption / redevabilité   | 24     |
| Jeune et leadership                        | 21     |
| Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)             | 20     |
| Relations internationales                  | 20     |
| Syndicalisme                               | 15     |
| Crise sanitaire                            | 14     |
| Arts, cultures et spectacles               | 14     |
| Liberté d'expression et liberté de presse  | 13     |
| Histoire politique de Madagascar           | 12     |
| Éducation                                  | 11     |
| Entrepreneuriat / entreprises / emplois    | 9      |
| Droits et cadres légaux                    | 9      |
| Politikà (magazine)                        | 8      |
| Gouvernance de l'énergie                   | 7      |
| Dynamique politique et Gauche              | 5      |
| Nationalité                                | 3      |
| Processus électoral                        | 3      |

| THÈME  | VALEUR     |
|--|------------|
| Consolidation de la paix                         | 2          |
| Technologie d'information et de la communication | 2          |
| Sport  | 2          |
| Religion   | 2          |
| Groupes vulnérables                              | 2          |
| Citoyenneté et société civile                    | 2          |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>656</b> |

**Commentaire de Raoto Andriamanambe :** Gouvernance des affaires publiques, (179 articles et tous genres confondus), démocratie et culture démocratique (85 articles et tous genres confondus), industrialisation (69 articles et tous genres confondus) et développement communal et décentralisation (42 articles et tous genres confondus) : ces cinq thématiques ont été les plus couvertes durant ces cinq ans de *Politikà*. Elles correspondent globalement aux axes d'intervention de la FES à Madagascar : leadership et *empowerment* des jeunes, gouvernance politique et transformation socio-écologique. Elles correspondent aussi aux préoccupations majeures de la Grande île.

La gouvernance ne s'est guère améliorée entre l'administration Hery Rajaonarimampianina et Andry Rajoelina, malgré les annonces tonitruantes. Les efforts de transparence ne concernent que certains points, les marchés publics, notamment ceux portant sur les réalisations présidentielles. Avec 24 articles et tous genres confondus, la transparence, la corruption et la redevabilité représentent une thématique fréquemment abordée par la revue. Là où *Politikà* et la presse malgache en général doivent faire un effort, c'est dans le traitement et la couverture des groupes vulnérables, les personnes en situation de handicap, par exemple. La revue n'a abordé cette question que dans deux articles et tous genres confondus.

## REPRÉSENTATIVITÉ PROCHE DU POUVOIR ET CONTRE-POUVOIR



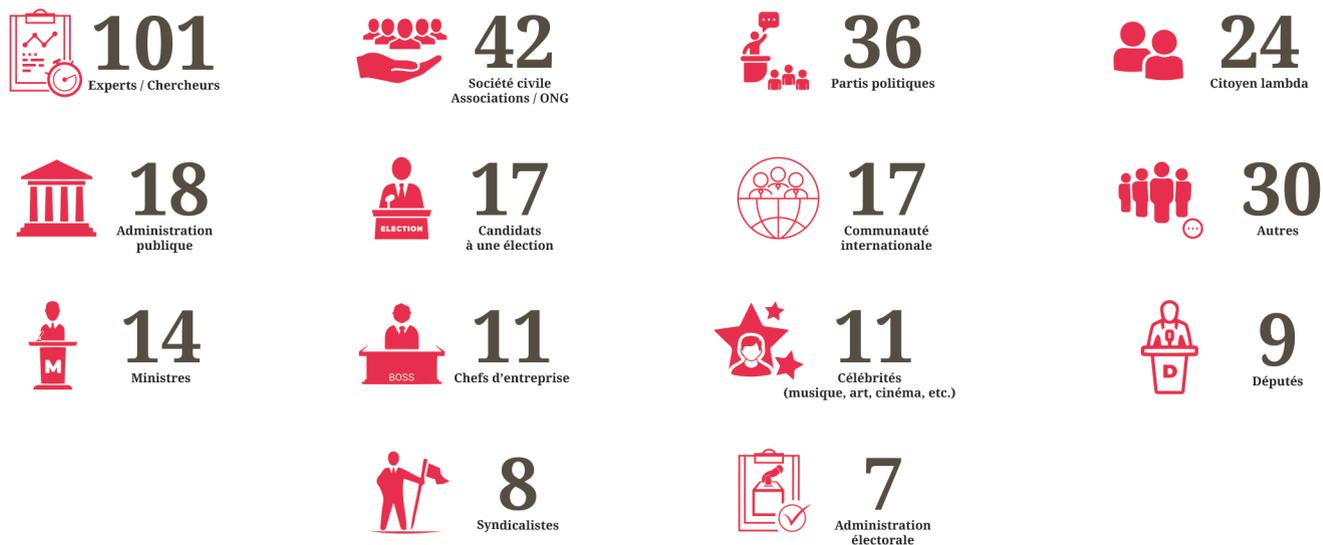
## REPRÉSENTATIVITÉ DES PARTIS POLITIQUES

|    |   |   |    |   |  |    |   |  |
|----|---|---|----|---|--|----|---|--|
| 70 |    | Hery vaovao ho an'i Madagasikara (HVM)                        | 62 |    | Isika rehetra miaraka amin'i Andry Rajoelina (IRD)                         | 53 |    | Tiako i Madagasikara (TIM)   |
| 19 |    | Indépendant   | 12 |    | Antoko revolisionera Malagasy (Arema)                                      | 11 |    | Andry sy rihana enti-manavotra an'i Madagasikara   |
| 10 |    | Malagasy miara-miainga (MMM)                                  | 10 |    | Parti social-démocrate (PSD)   | 9  |    | Libéralisme économique et action démocratique pour la reconstruction nationale (Leader Fanilo) |
| 7  |    | Mpitolona ho an'ny fandrosoan'i Madagasikara (MFM)            | 5  |    | Parti humaniste écologique (HEM)   | 5  |    | Komity manohana an'i Babà (Komba)  |
| 4  |    | Freedom   | 4  |    | Union nationale pour le développement et la démocratie (UNDD)              | 4  |    | Tanora Malagasy vonona (TGV)   |
| 3  |    | Mientana ho an'ny demokrasia eto Madagasikara (MDM)           | 3  |    | Antoko'ny kongresin'ny fahaleovantenan'i Madagasikara (AKFM) - Fanavaozana | 3  |    | Alliance républicaine de Madagascar (Armada)   |
| 3  |    | Antoko ny vahoaka aloha no andrianina                         | 3  |    | Teza   | 3  |    | Dina iombonan-kevitra (DINIKE)   |
| 3  |    | Groupement libéral de Madagascar (GLM)                        | 3  |   | Gideona fandresena fahantrana eto Madagasikara (GFFM)                      | 2  |   | Groupe de jeunes malgaches patriotes   |
| 3  |  | Union Nationale pour le Développement et la Démocratie (UNDD) | 2  |  | Refondation totale de Madagascar   | 3  |  | Fomba (Ny Rado Rafalimanana)   |
| 2  |  | Antokom-bahoaka Malagasy (ABA)                                | 2  |  | Groupe de jeunes malgaches patriotes                                       | 2  |  | Hiaraka isika  |
| 2  |  | Antoko politika madio (APM)                                   | 2  |  | Manajary vahoaka   | 2  |  | Rassemblement pour la Démocratie Sociale (RDS)   |
| 2  |  | Banjino ny Repoblika  | 2  |  | Miasa  | 2  |  | Droits humains et démocratie de Madagascar   |
| 2  |  | Fahefa-mividy izao no ilain'ny Malagasy (FMI Malagasy)        | 2  |  | Antoka sy dinan'ny Nosy (ADN)  | 2  |  | Madagasikarantsika   |
| 2  |  | Antoky ny fivoaran'ny Malagasy (AFIMA)                        |    |   |  |    |   |  |

**Commentaire de Raoto Andriamanambe :** *Politikà* a évolué dans deux administrations – et espère s'inscrire dans la durabilité – celle de Hery Rajaonarimampianina (2016-2018) et celle de Andry Rajoelina (à partir de 2019). Dans un monde où la presse est fortement concentrée, il est assez difficile pour une presse indépendante d'exister. Les chiffres attestent que la revue a néanmoins respecté un certain équilibre et une certaine équité. Toute administration confondue, *Politikà* a, soit cité, soit donné la parole dans 116 articles et tous genres confondus aux entités (formations politiques ou autres) liées à l'administration en place, contre 122 aux entités qui ne l'approuvent pas, notamment l'opposition. Les indicateurs reflètent les forces politiques en présence à l'instant T. En termes de citation, d'interviews ou d'autres genres, le rapport des forces se dessine clairement : Hery vaovao ho an'i Madagasikara (HVM, 70 articles et tous genres confondus), Isika rehetra miaraka amin'i Andry Rajoelina

(IRD, 62 articles et tous genres confondus), Tiako i Madagasikara (TIM, 53 articles et tous genres confondus), indépendant (19 articles et tous genres confondus). D'ailleurs, le mot "indépendance" prête à confusion car aucun média ne peut se prévaloir d'être totalement indépendant. Autant que possible, la pluralité des idées et la pluralité des opinions ont été érigées en dogme pour *Politikà*. La véritable limite vient souvent des interlocuteurs eux-mêmes. Nombreuses ont été les personnalités politiques qui ont été récalcitrantes à être interviewées ou à prendre part aux débats organisés par *Politikà*. La limite d'une vraie équité se trouve dans ce domaine. Dans notre perspective de (re)construction politique, force est de constater que *Politikà* ne peut se soustraire à la dualité : HVM vs Mapar/TIM, Mapar vs TIM/HVM, qui constitue l'actualité ; c'est là que repose aussi la seconde limite. Néanmoins, d'autres membres d'autres formations politiques sont régulièrement invités en tant que contributeurs ou experts.

## LES SOURCES INTERVIEWÉES (345 en tout)



## LES SOURCES INTERLOCUTEURS (552 en tout)



**Commentaire de Raoto Andriamanambe:** L'étude des sources, des interviewés et des interlocuteurs permet de cerner ces profils et de les catégoriser en fonction du statut de celui et de celle qui parle. Le premier groupe le plus important que *Politikà* consulte est constitué par les experts (158 interlocuteurs, 101 experts interviewés - voir par exemple l'interview de Kader Irchad Barry, coordinateur national de la campagne Rasoaza, *Politikà* n°14). Ensuite, les inter-

venants issus de l'administration publique (64 interlocuteurs, 18 interviewés - voir par exemple l'interview de Baomiatotse Vahinala Raharinirina, ministre de l'environnement et du développement, *Politikà* n°19), des associations ou ONG, de la société civile (42 interlocuteurs, 49 interviewés).

# Études

## Sujets les plus traités

| SUJETS   | NOMBRE DE SUJETS | SUJETS   | NOMBRE DE SUJETS |
|--|------------------|--|------------------|
| <b>POLITIQUE</b>                                   | <b>285</b>       | Jeune et leadership  | 27               |
| Gouvernance (des affaires publiques)               | 61               | Politique sanitaire  | 25               |
| Diplomatie et relations internationales            | 51               | Politique d'enseignement                                       | 23               |
| Transparence / corruption / redevabilité           | 44               | Syndicalisme   | 23               |
| Parlementarisme                                    | 29               | FES  | 16               |
| Bilan politique                                    | 23               | Protection sociale et condition des travailleurs               | 11               |
| Politique de développement                         | 17               | Groupes vulnérables / minoritaires                             | 10               |
| Dynamique politique                                | 14               | Bilan sociétal   | 9                |
| Histoire de l'indépendance de Madagascar           | 10               | Autre  | 12               |
| Crises politiques                                  | 10               | <b>DÉCENTRALISATION</b>  | <b>59</b>        |
| Événements historiques et politiques de Madagascar | 7                | Développement communal et décentralisation                     | 30               |
| Finances publiques                                 | 7                | Villes et nouvelles villes                                     | 14               |
| Relations gouvernants/gouvernés                    | 5                | Administration du territoire                                   | 12               |
| Réconciliation nationale                           | 4                | <b>MÉDIAS</b>  | <b>32</b>        |
| La Gauche (politique)                              | 3                | Liberté d'expression et liberté de presse                      | 14               |
| <b>ÉCONOMIE</b>                                    | <b>209</b>       | Nouvelles technologies de l'information et de la communication | 5                |
| Politique industrielle                             | 56               | Politikā (magazine)  | 5                |
| Relance économique                                 | 39               | Loi sur la communication                                       | 4                |
| Entreprenariat / entreprises / emplois             | 28               | Média en général   | 4                |
| Commerce international                             | 20               | <b>JUSTICE</b>   | <b>30</b>        |
| Bilan économique                                   | 19               | Système judiciaire   | 9                |
| Gouvernance de l'énergie et Jirama                 | 12               | Lois et règlements   | 9                |
| Fiscalité  | 7                | Justice et corruption  | 4                |
| Économie du tourisme                               | 7                | Vindicte populaire   | 4                |
| Politique monétaire                                | 5                | Nationalité  | 4                |
| Transport  | 4                | <b>CULTUREL</b>  | <b>26</b>        |
| Impacts économiques de la crise sanitaire          | 3                | L'art au service du développement                              | 12               |
| Autre  | 9                | Politique culturelle   | 5                |
| <b>CULTURE DÉMOCRATIQUE</b>                        | <b>174</b>       | Reconstruction identitaire                                     | 5                |
| Culture démocratique en général                    | 66               | Patrimoine culturel  | 4                |
| Campagne électorale                                | 27               | <b>ENVIRONNEMENT</b>   | <b>22</b>        |
| Manifeste de campagne                              | 24               | Transformation socio-écologique / changement climatique        | 15               |
| Élections présidentielles                          | 14               | Gouvernance environnementale                                   | 7                |
| Financement des élections                          | 12               | <b>ÉGALITÉ DES GENRES</b>                                      | <b>15</b>        |
| Processus électoral en général                     | 12               | Droit des femmes   | 6                |
| Élections communales                               | 8                | Femmes et politique  | 9                |
| Gestion des élections                              | 8                | <b>TOTAL</b>   | <b>1002</b>      |
| Violences et conflits électoraux                   | 3                |  |                  |
| <b>SOCIÉTÉ</b>                                     | <b>153</b>       |  |                  |

## LES SUJETS POLITIQUES LES PLUS TRAITÉS



61

Gouvernance



51

Diplomatie et relations internationales



44

Transparence / corruption / redevabilité



29

Parlementarisme



23

Bilan politique



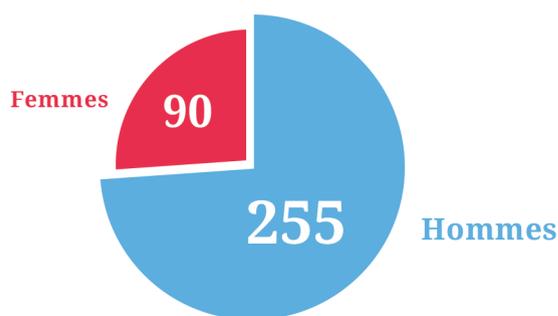
17

Politique de développement

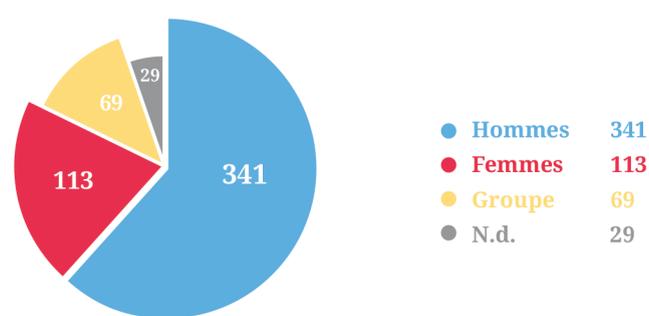
**Commentaire de Raoto Andriamanambe:** Les problématiques abordées par *Politikà* peuvent être réparties en neuf grandes catégories : politique, économie, culture démocratique, société, décentralisation, médias, justice, culture, environnement, égalité des genres. 285 articles et tous genres confondus ont traité de politique ou d'autres sujets assimilés (gouvernance des affaires publiques). L'analyse de la répartition des problématiques abordées par domaine d'intervention montre de forts déséquilibres, mais qui s'expliquent d'une part, par l'importance d'un sujet dans les débats publics, et de l'autre, par

une certaine obligation de traiter des questions d'actualité. Pour la revue, la décentralisation est un axe d'analyse majeur. Sa situation n'a guère évolué. Les Collectivités territoriales décentralisées (CTD) peinent à financer leur développement. Pire encore, certains choix politiques, comme la nomination de gouverneurs, renforcent la centralisation excessive. L'égalité des genres est une thématique fréquemment abordée, aussi bien dans le fond que dans la forme ; malgré le nombre (15), l'une des pistes d'amélioration serait donc d'améliorer le traitement de l'environnement et de la culture.

### REPRÉSENTATIVITÉ HOMME/FEMME EN TANT QUE PERSONNE INTERVIEWÉE



### LES SOURCES INTERLOCUTEURS



**Commentaire de Raoto Andriamanambe:** D'une manière générale, les normes doublement sexistes règnent dans le traitement médiatique des femmes. Les médias malgaches n'échappent pas à la règle. La question du genre est une préoccupation centrale pour *Politikà*. Dans la société malgache où le patriarcat a encore la peau dure, certaines idées préconçues continuent à être véhiculées. Pire, elles demeurent une référence même pour une certaine couche de la population éduquée. Le sexisme en fait partie. Les femmes doivent être mises dans une case. Même la presse, pas toute heureusement,

véhicule cette approche sexiste. Pour certains sujets, comme la scolarité, l'art culinaire... des femmes devraient être les interlocutrices et pour d'autres des hommes. Pour *Politikà*, il ne devrait pas y avoir de sujets qui siérait mieux aux hommes qu'aux femmes, et inversement. Nous donnons régulièrement la parole aux femmes sur des sujets comme l'intégration régionale (voir l'interview du Pr Victor Harison, ancien commissaire aux affaires économiques de la commission de l'Union africaine, *Politikà* n°9), les questions industrielles (voir par exemple l'interview de Vola Rakotondrazafy Andriatahina, représentant pays de l'Onudi, *Politikà* n°19). P



## « On assassine indirectement notre père! »

Présumé être le financier d'une manifestation à Ambohipo, l'ancien journaliste et ministre de la Communication, Harry Laurent Rahajason, connu sous son nom de plus Rolly Mercia, a été condamné à une peine de 44 mois d'emprisonnement ferme. Sa fille, Katia Rahajason, nous livre quelques mots sur cette affaire.



Van-Lee Behaja et Raoto Andriamanambe

KATIA RAHAJASON

### Comment votre famille a-t-elle accueilli le verdict du 7 mai ?

**Katia Rahajason (K.R.) :** Notre père a été placé sous mandat de dépôt le 16 juillet 2020. Le 7 mai, la Cour d'appel a confirmé le verdict du tribunal de première instance évoquant un emprisonnement ferme de 44 mois pour "atteinte à la sûreté de l'État". Ce, après plusieurs reports d'audience et maints efforts qui se sont avérés vains pour combattre,

selon la famille, cette véritable injustice. Oui, nous avons dû beaucoup lutter ! Notre dossier a été constamment déclaré non recevable par le juge. Selon celui-ci, le dossier n'aurait pas suivi les procédures. Nous étions obligés de faire appel à un huissier. Nous nous sommes rendus au centre de détention d'Antanimora pour vérifier la véracité de ses propos. Comme preuve, nous avons vu le bordereau d'envoi avec le cachet de la prison et un accusé de réception du

parquet confirmant la réception du dossier. Nous avons remis ces nouveaux éléments de preuve au tribunal pour demander un rabat de clôture, ou pour ajourner l'annonce du verdict ou même pour une annulation des décisions. Mais le tribunal a ignoré ces éléments. Nous avons demandé un pourvoi en cassation et nous attendons actuellement une date émanant des instances pour la suite du dossier.

### Selon vous, peut-on parler d'une décision politique ?

**K.R. :** Effectivement, les décisions politiques ont pris le dessus sur la justice et la droiture. Pour nous, il n'y a que de l'injustice. Le tribunal affiche un déni de justice par rapport aux aveux à la barre et les preuves que nous avons avancées et qui n'ont jamais été considérées. On nous a toujours signifié que le dossier relève du pénal, car il s'agirait d'un délit de droit commun. On a essayé de nous faire croire que le jugement n'a de rapport ni avec le métier de journaliste de notre père, ni avec la politique.

Or, le contraire est évident. La plainte se base sur une accusation sans preuve, sur une soi-disant atteinte à la sûreté de l'État, sur le fait que Rolly Mercia aurait envoyé des étudiants pour organiser une manifestation à Ambohipo. Rien que dans la logique des choses, un présumé organisateur de manifestation mérite-t-il 44 mois d'emprisonnement ? Ce n'est pas cohérent puisque même la sentence ne correspond pas au délit prétendu. Rappelons les faits : Félicien, une seule personne parmi les cinq co-inculpés, a prononcé le nom de Rolly Mercia. Selon la loi, la déclaration d'un co-inculpé ne devrait être prise en considération sans preuve matérielle. D'autant plus qu'à la barre, Félicien avoua ultérieurement qu'il avait été mandaté par une personne proche du pouvoir actuel pour dénoncer Rolly Mercia. Malgré tout, la première accusation de Félicien contre notre père était la seule déclaration que le tribunal a retenue afin de conclure son verdict.

La famille confirme qu'il y a vraiment de l'injustice par rapport aux faits. Nous estimons que ce que Rolly Mercia subit relève de la vengeance politique, étant donné qu'il a eu des différends avec le pouvoir depuis qu'il a quitté le parti Miaraka amin'i prezidà Andry Rajoelina (Mapar). Quoi qu'il en soit, il a déjà déclaré en 2018 qu'il n'allait plus faire de la politique.

### Vu cette situation, avez-vous de la rancœur envers les dirigeants actuels ? Quelles sont vos perceptions ?

**K.R. :** Peu importe qui est le président de la République, en tant que *raimandreny*, il doit être juste si on est dans un état de droit. Il faut qu'il ait l'intelligence de prendre de la hauteur, et il doit être le garant de la justice en étant le président du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Il faut appliquer la loi. Dans cette affaire qui concerne mon père, la partie civile n'a jamais présenté de preuves de son accusation alors que selon la loi, il appartient à celui qui accuse d'en ap-

porter. Pour sa défense, l'accusé a toujours avancé des preuves matérielles qui n'ont pas été considérées. Il est tout à fait clair que nous nous trouvons devant un acharnement et un abus juridiques.

### Estimez-vous donc que les droits de l'homme ont été bafoués ?

**K.R. :** En plus de la violation manifeste des

## Il a déjà déclaré en 2018 qu'il n'allait plus faire de la politique

règles élémentaires de la procédure pénale malgache, les droits humains fondamentaux de mon père ont été bafoués. Rolly Mercia était déjà malade avant qu'on ne l'eût mis en détention : il souffrait d'un Accident ischémique transitoire (AIT), ce qui l'avait contraint à suivre divers traitements en prison pour son cœur et sa tension artérielle. Il souffre d'une autre maladie qui nécessite une intervention chirurgicale, nous devons en faire le bilan. En détention, avec les pénibles conditions carcérales comme on peut l'imaginer, son état de santé s'est aggravé.

Le 1<sup>er</sup> septembre, Rolly Mercia avait 40 degrés de fièvre. Il est triste de vous partager que même après une contre-expertise du ministère à travers un médecin traitant et la direction générale de l'administration pénitentiaire, les droits fondamentaux de Rolly Mercia d'avoir accès aux soins et aux traitements n'ont pas été respectés ; bien que ces entités aient confirmé qu'il était vraiment malade et qu'il avait besoin d'être suivi quotidiennement par des médecins spécialistes. À un moment, nous étions contraints d'apporter nous-même les perfusions et le matériel pour que le médecin du centre puisse faire un électrocardiogramme, car le centre de détention n'est pas en mesure d'offrir aux détenus les soins et traitements vitaux pour leurs maladies.

Pour le cas de Rolly Mercia, la situation est assez grave. Son évacuation dans un hôpital spécialisé devrait être un devoir et une obligation. Cependant, nos demandes d'évacuation sanitaire, ainsi que celles du Haut conseil pour la défense de la démocratie et de l'état de droit (HCDDDED), n'ont jamais reçu de réponse positive, car le juge s'y est opposé. Pire encore, les certificats médicaux, ceux du 1<sup>er</sup> septembre et du 4 février

2021, ont disparu du dossier pénal. C'est le droit de Rolly Mercia d'avoir accès aux soins et aux traitements médicaux, d'avoir un procès juste et équitable. Ceux qui lui refusent ces droits l'assassinent indirectement. L'état de santé de notre père est très mauvais. Il pourrait mourir en prison. Ainsi, nous nous préparons déjà au pire !

### À travers l'affaire Rolly Mercia, comment percevez-vous la notion d'état de droit ?

**K.R. :** Le problème est qu'à tout moment, si une personne porte plainte, par exemple, celui qui est accusé peut être jeté en prison, même sans preuve. C'est ce que l'État véhicule à travers le dossier Rolly Mercia. Cela représente un danger pour l'ensemble des citoyens. Le cas peut faire jurisprudence. Pour de simples rancunes, on peut donc envoyer quelqu'un en prison.

Les dirigeants actuels véhiculent toujours la notion d'état de droit, la démocratie, les droits individuels, l'indépendance et l'impartialité de la justice. Aucune organisation de la société civile ou organisme luttant pour le respect de l'état de droit ou des défenseurs des droits de l'homme ou encore ceux qui défendent la liberté d'expression n'ose réagir. Même un meurtrier a des droits alors que Harry Laurent Rahajason qui n'a ni assassiné ni blessé quiconque n'en a pas. Les observateurs de la vie publique sont-ils conscients de ce qui est en train de se passer ? Qui ne dit mot consent. Ils sont d'accord ou complices de l'injustice qui est en train de se passer.

### L'homme d'affaires Maminiaina Ravatomanga a porté plainte contre votre père. Est-ce une nouvelle menace qui pèse sur lui ?

**K.R. :** Maminiaina Ravatomanga l'accuse de faux-témoignage dans une affaire encore en cours devant le Parquet national financier à Paris (PNF). La plainte concerne également un article datant de 2015, qui devrait déjà être prescrit, pour diffamation par voie de presse à l'endroit de cet homme d'affaires. Le procureur a affirmé que la plainte est recevable. Alors que le PNF n'a pas encore conclu l'affaire, un autre mandat de dépôt a été lancé contre Rolly Mercia qui est déjà en prison. Le concept de justice et d'État de droit est bafoué. Les droits sont-ils pour le peuple malgache ou seulement pour quelques privilégiés qui peuvent manipuler la justice ? **P**

# VOIR PLUS LOIN



Nous réclamons que l'Etat s'engage à conduire une **politique d'augmentation du pouvoir d'achat des Malagasy**.

Ainsi nous **recommandons une augmentation du SMIG** au-delà du taux d'inflation et prenant en compte l'augmentation de la productivité et de la croissance économique.



# Telegrama

NY PODCAST HO AN'I MADAGASIKARA

- **Interviews et discussions** permettant de promouvoir des **opinions**.
- Des **idées** ou des **réflexions** d'experts, de leaders d'opinions, d'activistes ou encore de personnalités politiques.
- Différents **sujets pertinents et innovants** abordés : **économie, politique, social, culture, environnement**.

Accédez à nos podcasts sur :

**[www.telegrama.mg](http://www.telegrama.mg)**

Les épisodes sont également disponibles sur **Facebook, YouTube, Apple Podcasts, Google Podcasts, Spotify** et **Soundcloud**

# politikā



VIVONS  
LA POLITIQUE  
**DIFFÉREMMENT**